



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Date du document 29/10/2019

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5163-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

AGR	Activité génératrice de revenu
AT	Assistance technique
BE	Bureau d'études
CAF	Capacité d'autofinancement / Cadre d'action filière
CES	Conservation des eaux et des sols
CNEA	Centre national d'études agricole
CRA	Cellule de rayonnement agricole
CRCP	Comité régional de coordination et de pilotage
CTE	Conseil technico-économique
CTR	Comité technique régional
CLC	Comité local de coordination
CNP	Comité national de pilotage (du projet)
CRDA	Commissariat régional de développement agricole
CTV	Cellule territoriale de vulgarisation
DGFIOP	Direction générale du financement de l'investissement et des organismes professionnels
DT	Dinar tunisien
DTS	Droits de tirage spéciaux
FIDA	Fonds international de développement agricole
GDA	Groupement de développement agricole
IO	Institut de l'Olivier
MARHP	Ministère de l'Agriculture, des Ressources Hydrauliques et de la Pêche
ODNO	Office de développement du Nord-Ouest
OEP	Office de l'élevage et des pâturages
OP	Organisation paysanne ou des producteurs
ONH	Office national de l'huile
PA	Plan d'affaires
PAM	Programme alimentaire mondial
PI	Périmètre irrigué
PPI	Périmètre public d'irrigation
PPM	Plan de passation des marchés
PROFITS	Projet de promotion de filières pour le développement territorial de Siliana
PTBA	Programme de travail et de budget annuels
SE	Suivi-évaluation
SDL	Service de Développement Local
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TdR	Termes de référence
UGP	Unité de gestion de projet
UTAP	Union tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche
UTICA	Union tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat

A. Aperçu du projet

Région:	Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale	Niveau de risque du projet:	Problème effectif
Pays:	Tunisie	Catégorie	B
Nom du projet:	Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project	environnementale et sociale:	
N° du projet:	2000001159	Classification du risque climatique (PESEC):	2
Type de projet:	Développement Agricole	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'Agriculture, Ressources, Hydrauliques, Environnement
Chargé de Programme Pays:	Philippe Remy		
Coordonnateur du projet:			
Zone du projet:	5 Delegation in Siliana Governorate	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Commissariat régional de développement agricole du Gouvernorat de Siliana

Date d'approbation:	03/12/2016	Date de réception du dernier rapport d'audit:	Pas encore disponible
Date de signature:	26/01/2017		
Date d'entrée en vigueur:	13/06/2017	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	13/09/2019
Date d'éligibilité aux décaissements:	09/10/2017	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	4
Date du premier décaissement:	17/11/2017	Nombre de prolongations:	0
Date de la revue à mi-parcours:	Pas encore disponible	Délai d'entrée en vigueur:	6 mois
Date d'achèvement prévue:	30/06/2023		
Date d'achèvement actuelle:	30/06/2023		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	IFAD: KfW loan	\$23,610,492
	Near East, North Africa and Europe Division	\$501,909
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$2,544,160
	Government Non-fiscal	\$7,632,713
Répartition du cofinancement		
Financement total du projet:		\$34,289,274

Mission en cours

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Jours sur le terrain: 2 jours

Composition de la mission: Mr. Philippe Remy Directeur-Pays, FIDA; Mr. Zine El Abidine Ghoudi, Spécialiste Développement Rural et Point Focal FIDA en Tunisie; Mr. Moez Makhoulouf, Consultant, Spécialiste en Gestion Financière; Mme Rym Ghazzali, Consultante, Spécialiste en passation des marchés; Mr. Thomas Cazalis, Consultant, Spécialiste en développement filière; Mme Isabelle Lagaillarde-Degeorge, Consultante, Spécialiste en plans d'affaires; Mr. Fathi Goucha, Consultant, Spécialiste en infrastructure de base et PI; et Mr. Abderrahmane Ben Boubaker, Consultant, Spécialiste en organisation paysanne, ciblage et micro-entreprises.

Lieux visités: Les délégations de Makthar, Kesra, Siliana Sud

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		3	Évaluation de la performance globale de l'exécution		3

Efficacité en matière de développement	3	Gestion du projet	3
Efficacité	3	Qualité de la gestion du projet	3
Ciblage et portée	3	Gestion des savoirs	3
Égalité des sexes et participation des femmes	3	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	4	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	3
Nutrition	3	Performance du système de suivi-évaluation	3
Adaptation aux changements climatiques	3	Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)	3

Durabilité et transposition à plus grande échelle	3	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	3	Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	3	Qualité de la gestion financière	4
Capital humain et social et autonomisation	3	Qualité et ponctualité des audits	
Qualité de la participation des bénéficiaires	3	Fonds de contrepartie	4
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	5
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	3	Passation des marchés	3
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	3		

Pertinence	4
-------------------	----------

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

La deuxième mission de supervision FIDA du Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana (PROFITS) a eu lieu du 2 au 13 septembre 2019, dont huit jours dans la zone du projet à Siliana. Cette mission, vient après quatre missions d'appui et de suivi et une mission de supervision. Elle avait comme objectifs: i) l'examen de l'état d'avancement cumulé et du PTBA-2019 du projet, ii) l'analyse des résultats atteints et des contraintes rencontrées, et iii) l'appui de l'équipe du projet pour mieux atteindre les objectifs assignés.

Le PROFITS a été approuvé en décembre 2016 et est entré en vigueur le 13 juin 2017. L'atelier de démarrage a eu lieu en avril 2017. Le coût total du Projet, d'une durée de six ans, est de 34,2 millions d'USD, soit 74,3 millions de Dinars Tunisiens (DT), à la date de la conception en avril 2016. L'objectif global du Projet est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales vulnérables dans la zone Sud de Siliana, notamment par de nouvelles opportunités d'emploi durables grâce à la valorisation des possibilités de développement rural, en particulier par l'insertion des ruraux pauvres dans les filières agricoles. Le PROFITS cible directement 54.500 habitants (soit 13.900 ménages ruraux). Les conditions de décaissement ont été atteintes en octobre 2017 et les comptes désignés ont été alimentés en novembre 2017.

La mission de supervision s'est rendue directement à Siliana pour travailler avec l'Unité de Gestion du Projet (UGP), et a tenu une réunion avec les partenaires le 3 septembre, sous la présidence de Mr. Moncef Hermi, Commissaire Régional au Développement Agricole (CRDA) de Siliana, en présence i) du Directeur Général du Financement, de l'investissement et des organismes professionnels (DGFIOP), ii) des cadres de l'UGP du PROFITS, iii) des chefs de divisions et des arrondissements techniques du CRDA, et des principaux partenaires régionaux. Les journées du 4 au 11/9 ont été consacrées à des visites de terrain et à des réunions de travail avec les membres de l'Unité de Gestion du Projet (UGP) et les différents arrondissements techniques et les partenaires locaux. De retour à Tunis, la mission a rencontré la Directrice Générale de la coopération multilatérale au MDICI, les partenaires centraux (Office de l'Elevage et des Pâturages OEP, Groupement Interprofessionnel de la Viande et du Lait GIVLAIT, Groupement Interprofessionnel des Fruits GIFruit et Office National de l'Huile ONH, Centre National des Etudes Agricoles CNEA, Agence de Vulgarisation et Formation Agricole AVFA, et les partenaires techniques et financiers (BM et Coordinateur résident des Nations Unies). La mission a eu le 12/9 un entretien avec Mr. Le Chef de Cabinet du MARHP qui s'est engagé à suivre de près le projet afin d'améliorer ses performances à court terme. Les conclusions de la mission ont été présentées lors de la réunion de synthèse qui a eu lieu le 13 septembre 2019 à la DGFIOP, en présence du CRDA Siliana, du personnel de l'UGP et des membres du CNC du projet et des représentants des Ministères des finances et de la coopération internationale.

La mission tient à remercier sincèrement tous les responsables et cadres Tunisiens aux niveaux local, régional et central, pour leur accueil et leur assistance.

Les informations figurant dans ce rapport peuvent faire l'objet de changements, révisions ou modifications après le processus de revue interne par le FIDA.

Principaux accords de mission et conclusions

La situation d'extrême retard que connaît PROFITS conduit inévitablement à le classer dans la catégorie des projets à problème. Le projet n'a toujours pas surpassé ses difficultés de démarrage malgré les recommandations formulées lors de la première supervision en septembre 2018 et la mission d'appui effectuée en janvier 2019. Les performances de l'UGP restent contraintes, entre autres, par: i) son sous-effectif et le manque d'expertise dans certains domaines clés pour répondre aux exigences multidimensionnelles et innovantes du projet; ii) le retard de recrutement de l'AT; iii) le retard dans la préparation des conventions de partenariat; iv) le manque de clarté subsistant dans les modalités de mise en œuvre et la priorisation des activités au sein du projet; v) les temps de traitement excessifs de certains dossiers d'AO au niveau de Siliana et de Tunis; et vi) plus récemment les retards dans les ouvertures des crédits.

La mission a noté également, un engagement réel de la majorité du personnel dans l'atteinte des objectifs du projet, et recommande plus de cohésion dans l'équipe et dans la coordination entre l'UGP et le CRDA d'une part et l'UGP et ses différents partenaires d'autre part.

Des mesures urgentes sont nécessaires pour redresser la situation, ce qui est encore possible du fait (i) de la motivation de l'équipe en place qui, bien qu'en sous-effectif, n'a pas baissé les bras; (ii) de la dynamique lancée sur les plans d'affaires (PAs) qui constitue un premier pas prometteur vers l'approche filière; (iii) de la préparation d'AO sur de nombreuses opérations qui devraient pouvoir être mises en œuvre fin 2019-2020; (iv) de la préparation de nombreuses conventions avec des partenaires institutionnels qui pourront accélérer la mise en œuvre du projet; (v) d'une prise de conscience au niveau du CRDA et du MRPH de l'importance de soutenir le projet.

De plus, la mission a permis d'accélérer le traitement de plusieurs dossiers en instance, ce qui devrait faciliter l'avancement du projet à court terme: préparation de la signature des conventions avec l'Office de l'Elevage et des Pâturages (OEP) et le Programme Alimentaire Mondial (PAM); appui à la finalisation des conventions prioritaires avec CNEA, IO, et GIFruits; finalisation de 3 Plans d'Affaires et appui à un 4^{ème}, ouverture des crédits en instance au niveau du MF, Non-Objections sur différents dossiers présentés pendant la mission (Rapport de dépouillement des lacs

collinaires).

La situation politique de la Tunisie au cours des prochaines semaines ne sera pas favorable à la mobilisation des acteurs à haut niveau (période des élections présidentielles et législatives) mais malgré cela il est crucial que les efforts de redressement et d'accélération de PROFITS soient produits dès maintenant et sur la durée.

Sur la base des constats ci-dessus et détaillés en Section D, les actions à entreprendre de manière prioritaire sont résumées ci-après. Elles seront à mettre en œuvre dans les délais convenus, étant entendu qu'elles impliqueront l'exécution de l'ensemble des activités et recommandations présentées :

1. 1. La première priorité est la signature de la convention avec le CNEA et sa mise en œuvre dans les meilleurs délais pour fournir au projet les ressources humaines nécessaires à sa mise en œuvre - **Immédiat**
2. Mobiliser, dans le cadre de la convention avec le CNEA, une expertise pour améliorer l'organisation globale du projet, la définition des rôles de chacun, et les relations du projet avec ses principaux partenaires ; une retraite de l'équipe du projet pour améliorer l'esprit d'équipe, et un coaching doivent être envisagés - **Octobre 2019**
3. Constituer une équipe dédiée uniquement à l'approche filière et constituée, en plus de l'équipe déjà en place, d'un responsable filière à temps plein dans l'UGP, une AT internationale composée de 10 jours de mission trimestriellement et d'un appui à distance, et de 4 Conseillers Technico-Economiques et de Gestion (CTEG) Seniors - **Octobre 2019**
4. Finaliser et signer les conventions prioritaires pour l'avancement du projet avec les partenaires : PAM, OEP, GIfruits et IO – **Octobre 2019**
5. Statuer sur la possibilité ou non de réaliser les deux abattoirs programmés et les unités de valorisation et de transformation des produits agricoles. En effet ces réalisations nécessitent des études préalables importantes et longues qui n'ont pas encore été lancées et qui risquent de ne pas être compatibles avec le temps restant disponible pour la mise en œuvre de PROFITS - **Décembre 2019**
6. Organiser une revue mensuelle du projet par la DGFIOP et le FIDA sur la base du tableau de bord annexé pour le suivi des principales recommandations de la présente mission conjointe – **Immédiat. La prochaine revue aura lieu le 17 octobre 2019.**
7. Organiser la revue à mi-parcours dans 6 mois, sans modifier l'objectif de développement du projet, pour ajuster les cibles à atteindre et le Costab - **Mars 2020**

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

La situation du projet, caractérisé par son faible état d'avancement, est préoccupante. Alors que 36% de la durée du projet sont écoulés, les niveaux d'exécution technique et financière sont respectivement de 15 et 11 %. Le niveau réel de paiement n'a pas dépassé 4% sur le prêt et 1% sur le don.

Malgré les recommandations des deux dernières missions (20% réalisées, 43% partiellement réalisées et 37% non-réalisées), les activités sont encore au stade de démarrage. Plusieurs études ont été lancées et démarrées (études des filières, des pistes, des ouvrages CES, situation de référence...) mais la plupart des travaux sur le terrain n'ont pas débuté.

L'équipe de l'UGP n'est toujours pas au complet (manque encore les spécialistes Passation des marchés, Communication, Ciblage et Filières). Des AO ont été lancés. De plus, le recrutement de ce personnel clé manquant à l'UGP n'a été envisagé que sur du court terme (contrats de 96 à 144 jours), ce qui ne répond pas aux besoins de l'UGP.

Composante I. Promotion et valorisation des filières

Cette composante vise à encourager l'établissement de partenariats gagnant-gagnant entre acteurs des filières dans lesquels l'État interviendra, directement et indirectement, essentiellement en appui aux petits producteurs organisés. Elle représente 13,1 % du coût global du projet et son avancement physique et financier est de l'ordre de 5% (modérément insatisfaisant). Elle comprend les trois sous-composantes suivantes:

S/composante 1. 1. Organisation des acteurs des filières dans les zones de production

Cette sous-composante a pour objectif de mettre en œuvre l'approche filière au travers de la mise en place de Plateformes Filières Locales (PFL) conçues comme des espaces d'échanges entre les acteurs des filières leur permettant : i) d'élaborer collectivement une stratégie de développement de chaque filière sous la forme de Cadres d'Actions Filières (CAF) ; et ii) d'identifier des initiatives concrètes formulées en Plans d'Affaires.

Il est prévu le recrutement d'une assistance technique (AT) de haut niveau pour appuyer l'UGP à la mise en œuvre de cette démarche novatrice mais l'appel d'offre lancé en 2018 a été déclaré infructueux en janvier 2019 par la Commission Supérieure des Marchés car les offres financières dépassaient très largement le budget alloué. La mission de supervision de septembre 2018 recommandait, en cas de blocage de cet AO, de procéder au recrutement de consultants sur liste

restreinte et de les mobiliser de manière séquentielle. Le CRDA s'est rapproché du Centre National des Etudes Agricoles (CNEA) et une convention a été préparée et finalisée au cours de la présente mission de supervision et devrait être signée dans les meilleurs délais.

Afin d'améliorer la connaissance sur les 7 filières du projet, l'UGP a lancé en 2018, 2 AO pour la réalisation d'études filières. Le PTBA 2019 prévoyait ainsi la réception des 5 études filières complètes et la relance de l'AO concernant l'actualisation des 2 études. A ce jour l'avancement des 5 études complètes accuse un grand retard, les Bureaux d'Etudes (BE) en sont encore tous à la phase de terrain et ne devraient pouvoir remettre la première version des études que d'ici fin Octobre dans le meilleur des cas.

Les activités relatives à l'animation des Plateformes Filières Locales, prévues dans le PTBA 2019 (2 ateliers de diagnostic participatif des filières et 2 ateliers de validation des actions prioritaires), n'ont pas été réalisées. Pour rappel la mission de supervision de septembre 2018 a recommandé de ne pas faire des PFL un préalable mais plutôt un aboutissement d'un processus à mettre en place au fur et à mesure de l'avancement des activités de terrain. (cf§ 1.2).

S/composante 1.2. Développement des activités économiques entre les acteurs des filières et renforcement des capacités de valorisation des produits des filières

Cette activité consiste en premier lieu à accompagner les acteurs des filières afin d'élaborer et d'exécuter des plans d'affaires (PAs) avec d'autres acteurs privés et publics dans le cadre desquels se concrétisera le développement d'ensemble de chaque filière. Ceci s'articule autour de plusieurs axes dont l'état d'avancement se résume comme suit :

1. 1. Identification des opportunités d'affaires entre partenaires intéressés. Le PTBA 2019 a prévu 120 H/j pour réaliser cette tâche au travers de l'assistance technique, mais celle-ci n'a pas encore été mobilisée. Le responsable du Service de Développement Local (SDL) de l'UGP a cependant amorcé ce travail, en ligne avec les recommandations des missions précédentes. Quatre projets ont ainsi été identifiés (engraissement ovins, production laitière, production miel, production de compost).
2. Formulation participative des plans d'affaires (PAs). 4 premiers projets identifiés ont fait l'objet d'une première version développée par le responsable SDL. Bien qu'aucune convention n'ait encore été signée avec les partenaires techniques (voir § 2.1), l'OEP s'est particulièrement mobilisée autour de 3 de ces PAs, et on retiendra dans la filière lait l'implication des acteurs privés locaux (centre de collecte et acheteur « Danone-Délices ») qui ont exprimé leur intérêt pour travailler avec les petits producteurs laitiers.
3. Dans le cas du PA engraissement ovins, les bénéficiaires directs ont été identifiés et profilés, et la mission a pu vérifier leur implication dans le développement de leur projet commun. A l'inverse, dans le cas du GDA Zidi, il semble que la sélection des bénéficiaires n'ait pas encore été arrêtée, et il est donc difficile de parler d'une formulation participative de ce PA.

La mission a révisé et amendé les 3 premiers PAs et les a partagés avec l'UGP qui doit, avec les CTEG seniors, collecter les données manquantes cruciales avant de les soumettre au Comité Technique Régional (CTR) pour validation officielle et financement.

Mise en œuvre, suivi et accompagnement des plans d'affaires: appui à la production et commercialisation. Au titre du PTBA 2019, le projet a réalisé la plantation de 1070ha et passé commande de plants pour 1090ha supplémentaires qui seront plantés début 2020, ce qui devrait porter le taux de réalisation de l'activité plantation à 47% à la mi-parcours.

Mise à niveau et équipement de jeunes de la région. Aucune activité n'a encore été entreprise à ce niveau, du fait que les besoins et bénéficiaires potentiels n'ont pas encore été identifiés (études filières non achevées). Toutefois le projet a pris des contacts avec la Direction Régionale de l'Emploi qui dans le cadre de l'initiative Espace-Entreprendre soutient des jeunes en vue de la signature d'une convention.

Opération pilote pour l'inclusion des familles nécessiteuses. Un PV d'accord a été signé par le CRDA et la Direction Régionale des Affaires Sociales (DRAS) pour lancer le processus de mise en œuvre de cette opération. Cette convention n'est pas encore préparée. Une première liste d'une trentaine de bénéficiaires sera finalisée sur la base d'une enquête technique et sociale et validée selon la procédure décrite dans le manuel de ciblage.

Appui à la certification, labellisation et autres études. Le projet prévoit au total la réalisation de 6 études de faisabilité et l'accompagnement de 6 groupements dans leurs démarches de certification/labellisation. Rien n'a encore été réalisé (en attente des études filières et des demandes pouvant être exprimées par les acteurs des filières). Les études devront impérativement quantifier la valeur ajoutée d'une certification/labellisation, analyser le marché réel, et vérifier la faisabilité technico-économique des investissements proposés (développement d'un PA complet).

S/composante 1.3. Renforcement des capacités professionnelles des acteurs

Le Projet prévoit la réalisation des activités suivantes : i) la constitution de groupes paysans d'échanges et d'expérimentation (GPEE) permettant aux producteurs individuels de s'approprier des techniques améliorées, intégrant étroitement les dimensions économique et technique et de mieux comprendre l'impact de leurs pratiques sur leurs

résultats ; ii) la formation des organisations professionnelles (GDA, SMSA) et l'élaboration de projets professionnels, soutenus par une vision d'avenir et identifiant un programme d'actions à moyen terme pouvant être déclinées à leur tour en plans d'affaires ; et iii) l'éducation et la promotion des bonnes pratiques nutritionnelles au profit des familles vulnérables, en complémentarité avec les autres activités soutenues par le Projet.

Ces activités ne sont pas encore lancées en raison des retards : i) dans le recrutement de l'AT ; ii) dans la signature des conventions de partenariats avec les principaux acteurs concernés par les filières ; iii) dans la mise en place du dispositif d'appui-conseil technico-économique ; et iv) dans l'organisation d'un service d'appui socio-organisationnel aux organisations de producteurs.

Des solutions sont en cours pour : i) accélérer la mise en place progressive du dispositif d'appui conseil technico-économique dont prioritairement le recrutement de 4 conseillers seniors en appui technico-économiques et de gestion dans le cadre de la convention avec le CNEA ; et ii) faire signer les conventions de partenariat avec les principaux acteurs concernés par le développement des filières ainsi que la convention avec le PAM pour le volet nutrition (pour rappel l'ANO du FIDA datait du 28 mai 2019).

Le CRDA a lancé un appel d'offre pour recruter un Bureau d'Etudes (BE) pour la formation d'une centaine d'exploitants dans les Périmètres Irrigués (PIs) sur l'économie de l'eau et l'utilisation des pesticides. L'AO a été déclaré infructueux par manque de qualité de l'offre technique et doit être relancé dans les meilleurs délais.

Des visites d'échanges avec le PRODEFIL à Médenine et le PRODESUD à Tataouine, notamment pour les SMSA de Sidi Makhlouf, Beni Khedech et Kerchaou) devront être organisées rapidement au profit de l'équipe du Projet ainsi que les membres des GDA/SMSA porteurs de premiers PAs. Ces visites seront d'une grande utilité pour bénéficier de l'expérience de ces structures et de celle des deux projets.

Composante II: Création de conditions favorables pour le développement des filières

Cette composante vise à soutenir l'amélioration de l'environnement des filières par: (i) le renforcement des compétences, l'organisation et la « certification » de prestataires de services privés et publics, (ii) la réhabilitation ou la mise en place des infrastructures nécessaires au développement des filières, et (iii) l'instauration d'un dialogue politique entre acteurs des filières et pouvoirs publics autour des stratégies, législations et réglementation liées aux filières. Elle représente 51% du coût total du projet et son taux d'avancement physique est de l'ordre de 14% et financier de 0,16% (modérément insatisfaisant). Elle comprend les trois sous-composantes suivantes:

S/composante 2.1.Mise en place d'un cadre de services favorable au développement des filières

Comme souligné dans les deux précédentes missions FIDA, la mise en place d'un cadre de services favorable au développement des filières est étroitement liée à la mise en place de l'AT et des CTEG Seniors, qui n'a pas encore eu lieu, et à l'établissement de conventions de partenariat avec divers organismes interprofessionnels et de vulgarisation ; aucune convention n'a encore été signée.

La situation des conventions peut se résumer comme suit :

- Convention avec le Centre National des Etudes Agricoles (CNEA) : elle encadre une mission d'assistance technique externe visant à répondre, via la mobilisation d'un panel d'experts. Cette assistance technique externe sera mobilisée de manière permanente, séquentielle ou ponctuelle en fonction des besoins du projet. Les termes de référence des principaux profils ont été préparés pendant la mission et annexés à la proposition de convention avec le CNEA.
- Conventions avec les partenaires techniques (OEP, GIFruits, Institut de l'Olivier) : ces conventions ont pour objectif de mobiliser les ressources et les compétences de ces organismes pour fournir un appui complémentaire à l'UGP en plus de l'expertise externe recrutée au travers de la convention avec le CNEA. L'ensemble de ces conventions, à l'exception de celle de l'OEP qui est déjà finalisée et en attente de signature au MARHP, ont été discutées avec les intéressés et révisées au cours de la mission. Les versions finales ont été transmises à l'UGP.
- Le partenariat avec GIVLait n'est pas envisageable en l'état actuel des discussions. En effet GIVLait ne dispose pas de ressources minimales nécessaires. Dans ces conditions la question de la valeur ajoutée et de la durabilité des interventions du GIVLait est clairement posée.
- L'intérêt d'un partenariat avec l'Office National de l'Huile (ONH) est également conditionné à la clarification de sa stratégie d'intervention dans le Nord-Ouest qui n'est pas explicitement détaillée en particulier son projet de création d'un centre régional.
- Le partenariat avec l'Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole (AVFA) est toujours en négociation dans la mesure le contenu des actions de l'AVFA et les moyens à mettre disposition par le projet demandent à être précisés. Le CRDA et l'AVFA ont convenu de tenir de nouvelles réunions pour arriver à finaliser le projet de convention.

S/composante 2. 2.Réalisation d'infrastructures publiques liées aux filières

Il s'agit de réaliser des infrastructures de base et de production en relation avec le développement des filières. A l'exception du démarrage des travaux de creusage de 2 forages de remplacement sur 4 unités prévues par le projet. Les

principales réalisations ont porté sur: i) le démarrage des travaux de remembrement ; ii) le lancement des 2 DAO pour la réhabilitation de 5 PPI et pour le recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des travaux de réhabilitation de 5 km de pistes ; iii) l'achèvement de l'inventaire des points d'eau de l'étude hydrogéologique; iv) le démarrage (phase 1) de l'étude d'aménagement de 3 périmètres d'épandage des eaux de crues; v) l'attribution de plusieurs marchés : équipement de 2 stations de pompage, aménagement de 14 ouvrages de recharge ; et vi) plusieurs DAO sont en cours de dépouillement : construction de 2 lacs collinaires, recrutement d'un bureau d'études pour le contrôle des travaux des 2 lacs et pour l'aménagement de 5 km de pistes.

En ligne avec les recommandations de la mission d'appui de janvier 2019, l'UGP a inclus dans son PTBA 2019 le financement à 50% de l'équipement goutte-à-goutte des groupes-cibles sur les secteurs d'intervention du projet. 277 demandes ont été reçues et 136 projets ont déjà été validés sur la Délégation de Rouhia.

S/composante 2.3. Dialogue politique participatif

Les actions prioritaires identifiées pouvant être lancées au cours de l'année 2019 portent sur : (i) l'amélioration de la législation et la réglementation des groupements professionnels (GDA, SMSA), (ii) le remembrement et l'assainissement foncier des terres agricoles en sec pour la dynamisation du marché foncier et la mise en valeur agricole et (iii) l'amélioration d'une stratégie d'adaptation aux changements climatiques spécifiques à l'agriculture.

A l'exception de la préparation du dossier d'appel d'offres et la publication de l'avis pour l'évaluation des opérations de remembrement, en concertation avec l'AFA, aucune action de dialogue de politique n'a été engagée à ce jour.

Pour les abattoirs, Mr. le Chef de Cabinet du MARH a informé la mission que le décret (n° 2010-360 du 1er mars 2010) relatif au plan directeur des abattoirs n'est plus en vigueur, et que la réalisation des abattoirs prévus dans le cadre du PROFITS (à Rouhia et à Makthar) ne nécessite pas leur inscription dans ce Plan devenu obsolète. La mission recommande qu'une réunion du Conseil Régional, sous la présidence de Mr. le Gouverneur, soit organisée avant fin septembre 2019, pour autoriser la construction et l'aménagement des abattoirs prévus.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Convoquer régulièrement les bureaux d'études en charge des études filières afin de s'assurer qu'ils respectent les échéances de remise des livrables	UGP, CRDA	09/2019
Signer le contrat avec l'attributaire des études filières olivier et bovin lait et passer l'ordre de service dans les meilleurs délais	UGP, CRDA	09/2019
Signer et mettre en vigueur la convention avec le PAM sur les aspects de nutrition	CRDA, UGP	09/2019
Signer la convention CNEA destinée à répondre aux besoins essentiels en assistance technique et expertise spécifique	UGP, CRDA, CNEA, DGFIOP	09/2019
Finaliser et signer les conventions avec les partenaires techniques prioritaires, c'est-à-dire GIFruits et IO	UGP, CRDA, CNEA, DGFIOP	09/2019
Conditionner le partenariat avec l'ONH à la présentation claire de la stratégie et des appuis tangibles que l'Office peut apporter	UGP, CRDA	09/2019
Finaliser la sélection de l'attributaire de l'étude viande rouge ovine et passer l'ordre de service dans les meilleurs délais	UGP, CRDA	10/2019
Finaliser un accord de partenariat entre PROFITS et la DRAS ; sélectionner les familles nécessiteuses et préparer les AGR à financer	UGP	10/2019
Finaliser les négociations avec l'AVFA et le cas échéant signer la convention	UGP, CRDA	10/2019
Finaliser puis soumettre les 3 premiers PAs (ovins, bovins et miel) au CTR pour validation et financement	UGP, CTEG seniors, CTR	11/2019
Assurer une formation de base de l'équipe du Projet et les partenaires en approche filière et modalités de son application dans le contexte du Projet	UGP	11/2019
Réaliser des visites d'échange pour l'équipe du Projet et pour les porteurs des 3 PA déjà élaborés au PRODEFIL à Médenine et au PRODESUD à Tataouine	UGP	11/2019
Elaborer les 3 premiers « Projets Professionnels » pour les structures porteuses des 3 PA (en cours de finalisation) sous forme de formation-action	UGP/AT	12/2019

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

La situation n'a pas avancé de façon substantielle par rapport à 2018, et les retards n'ont pas été résorbés. Si l'étude de situation de référence, quelques études d'infrastructure de base ont été réceptionnées, et la préparation des plans d'affaires a été initiée, les travaux sur terrain n'ont touché que la plantation arboricole, la création de forages de remplacement pour les PI, et les travaux préparatoires de l'aménagement foncier. Avec le rythme actuel, la réalisation des abattoirs et des unités de valorisation agro-industrielle et l'aménagement de la totalité des PI prévus semble difficile dans les délais restant de la durée du projet. Modérément insatisfaisant.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Les indicateurs du cadre logique (CL) ainsi que les cibles du PROFITS ont été bâtis sur la base des enseignements tirés des phases précédentes, des orientations stratégiques du FIDA et du Gouvernement, et des aspirations de la population, lors de la conception du projet. Une adaptation du format et contenu aux exigences du système ORMS a eu lieu depuis février 2018. Les principales cibles attendues à la fin du projet sont 54500 personnes sont touchées par le projet, dont 50% de femmes, les conditions de vie de 30% des ménages de la zone du projet sont améliorées, dont 20% de femmes, les revenus générés par l'agriculture pluviale et en irrigué ont augmenté, respectivement de 20% et 50%, 1000 emplois directs et permanents sont créés, le chiffre d'affaire des acteurs des filières a augmenté de 35%, 716 entreprises agricoles et extra-agricoles ont augmenté leurs revenus, 540 micro-entreprises sont appuyées et fonctionnelles, 2500 producteurs ont amélioré leur productivité de 30% au moins, 5 plateformes sont fonctionnelles, ont produit, au moins, 120 plans d'affaire et 40 contrats de commercialisation sont établis, 100 organisations paysannes sont appuyées par le projet, dont 75% fournissent des services à leurs adhérents, 8 infrastructures liées aux filières sont construites et fonctionnelles, 1200 ha de PI sont réhabilités et 30 km de pistes aménagées, 4000 personnes, parmi les acteurs des filières sont formées et 90 conseillers agricoles sont formés et opérationnels.

Compte tenu des retards enregistrés au démarrage du projet et non encore récupérés, seul 1070 ha de plants fruitiers ont été installés au profit de 2843 petits agriculteurs, 4 forages de remplacement sont en cours d'exécution au bénéfice de 213 petits irrigants, 3000 ha de remembrement foncier ont démarré au profit de 838 agriculteurs, et 27 ateliers de sensibilisation ont été organisés par l'UGP touchant 718 bénéficiaires, dont 138 femmes. La réalisation des études des abattoirs et des unités de valorisation agro-industrielle et l'aménagement de la totalité des PI prévus ont accusé des retards, et les travaux et équipement semblent difficiles à achever dans les délais restant de la durée du projet.

Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le manuel de ciblage est disponible et a été intégré dans le manuel d'exécution du Projet depuis janvier 2019. Le retard de recrutement du responsable du ciblage/genre n'a pas permis la mise en œuvre des activités prévues déjà dans le PTBA 2019. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

Bien que le ciblage et l'atteinte des groupes cibles constituent un élément essentiel dans le processus de développement inclusif soutenu par le projet autour de la promotion des principales filières agricoles et forestières, Il y a besoin d'intensifier et étendre les actions d'information et de communication aux différents niveaux sur la stratégie de ciblage et sa portée stratégique pour l'atteinte des objectifs en termes de réduction de la pauvreté en s'assurant que les groupes cibles prioritaires du Projet puissent bénéficier effectivement des apports du projet et ceux d'autres intervenants partenaires. Le manuel de ciblage, élaboré et intégré dans le manuel d'exécution du Projet (en janvier 2019), demande à être largement diffusé et vulgarisé, notamment pour finaliser les 3 PA proposés et au cours de la réalisation des études filières (en lancement).

La (le) responsable "Ciblage /Genre" qui devrait veiller notamment à la mise en œuvre de la stratégie de ciblage est en cours de recrutement mais pour une durée limitée (144 jours) bien qu'il s'agisse d'un poste permanent.

A ce jour, le critère de ciblage pour les activités qui ont démarré sur le terrain, ont été respectés. Les bénéficiaires des plants arboricoles sont de petits agriculteurs d'une superficie moyenne de 0.4 ha. Le remembrement a touché des exploitations de 3,6 ha en sec, en moyenne, et les irrigants bénéficiaires des 4 forages en cours d'exécution disposent de moins de 2 ha en irrigué.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Contracter au sein de l'UGPIa(le) responsable du « Ciblage et Genre » pour la durée du Projet, La durée complémentaire peut être contractée sur la convention d'AT avec le CNEA	UGP, CRDA	10/2019
Renforcer les activités de communication sur le groupe cible du Projet et la stratégie de ciblage et diffuser le manuel de ciblage à tous les niveaux et auprès des acteurs et partenaires impliqués dans le Projet	UGP, CRDA	12/2019

Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le (a) responsable « Ciblage et Genre » au sein de l'UGP n'est pas encore recruté (e) alors qu'elle devrait participer activement au processus d'élaboration des premiers PA et au suivi des études des filières récemment engagées. Un consultant est en cours de recrutement (attente d'ouverture de crédit) pour une durée limitée (140 jours) seulement. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

A ce stade, la participation des femmes et des jeunes est amorcée dans le cadre des diverses activités d'information et de sensibilisation ainsi que dans le processus de l'élaboration des premiers PA. Le nombre total des participants aux différents ateliers /rencontres et journées d'information et sensibilisation est de l'ordre de 718 dont 20% des femmes. Si la participation des femmes et des jeunes semble être bien engagée dans le cas de la préparation du PA porté par la SMSA Ettaaouan (Makthar), elle demande à être effectivement assurée dans les deux autres PA. La participation de ces groupes cibles est appelée à être renforcée et étendue au fur et à mesure de l'avancement de la mise en œuvre effective du Projet, notamment dans le cadre de la réalisation des études filières en cours de démarrage et intensifié dans l'élaboration des Cadres-actions des filières au cours des prochains mois. Il faut noter que la faiblesse de la participation des femmes et des jeunes en particulier semble être affectée par l'absence des réalisations des activités sur le terrain entraînant une certaine démotivation et un manque de confiance.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
collecte systématique des données Veiller à la collecte systématique des données nécessaires pour renseigner la prise en compte du genre dans les processus et les activités du projet (participation aux journées d'information, formations, nombre de bénéficiaires des interventions, présence des femmes et des jeunes dans les organisations professionnelles, etc.)	SD/SE	09/2019
Former l'équipe du projet sur l'approche genre et les modalités pratiques de son application dans le cadre du projet, en particulier pour l'implication des femmes et des jeunes dans le processus de développement des filières	UGP	11/2019
Participation des femmes et des jeunes Veiller à la participation et la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes dans l'élaboration et l'exécution des nouveaux plans d'affaires prioritaires ainsi que dans la réalisation des études filières et la formulation des Cadres- Action des filières	UGP	12/2019

Productivité agricole

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

1.070 ha de plants arboricoles ont été plantés en début 2019 et l'exécution de 4 forges, sensés améliorer la quantité d'eau d'irrigation et la productivité agricole, a récemment démarré sur terrain et non encore achevés. Pour le remembrement foncier 3000 ha ont été identifiés et les travaux ont démarré. L'aménagement des PI, la création des lacs collinaires et des ouvrages de CES, et les AGR sont en processus avancé de passation des marchés, mais encore

démarré sur terrain. Ainsi, il est prématuré, à ce stade, de juger l'amélioration de la productivité des exploitations agricoles. Modérément satisfaisant.

Nutrition

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Une convention de partenariat entre le PAM et le PROFITS pour la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles a été préparée, avec l'appui du FIDA, depuis 2018. La validation de cette convention a pris beaucoup de temps et actuellement en cours de validation au niveau central (MARHP). Lors de la réunion du 9/9 avec le Chef du Cabinet, il a été convenu de la signer par le Ministre, incessamment. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

Le rapport de conception du PROFITS a prévu, dans le cadre de la première composante de promotion des filières, des activités relatives à: i) la promotion de bonnes pratiques nutritionnelles, ii) le renforcement des capacités des acteurs, iii) promotion des cultures maraichères et de potagers, et iv) l'élaboration d'une étude de référence sur la situation nutritionnelle au niveau de la zone du projet.

Pour la mise en œuvre de ces activités et dans un objectif de renforcement des partenariats avec les institutions spécialisées, des contacts ont été établis depuis 2017 avec le Programme mondial pour l'alimentation en Tunisie (PAM) et il a été convenu d'entreprendre une convention de partenariat entre le PROFITS et le PAM pour la mise en œuvre de cette sous composante.

En Tunisie, le PAM s'est positionné avec succès dans un rôle consultatif technique grâce à des activités de renforcement des capacités et le Gouvernement a reconnu les repas scolaires comme un filet de sécurité sociale qui peut améliorer la stabilité et la protection, contribuer à un meilleur accès à l'éducation et à la nutrition, ainsi qu'au développement local.

Le PROFITS interviendra selon une approche filière pour encourager l'établissement de partenariats gagnant-gagnant entre acteurs des filières sélectionnées et favoriser l'émergence de pôles de développement économique local. Dans ce cadre et pour la consolidation d'un partenariat durable qui constitue l'un des principes de base sous-tendant la conception de leurs projets respectifs, l'amélioration de la nutrition et de la sécurité alimentaire des familles ainsi que celle des élèves des écoles primaires pour améliorer la situation nutritionnelle dans le pays, la mise en place d'une approche inclusive, misant sur une implication effective des populations-cibles, représente un enjeu clé et constituera donc un principe fondamental. Le partenariat entre le PAM et le PROFITS vise à soutenir le développement des capacités des familles paysannes, et notamment les plus pauvres, à gérer leur propre avenir, à travers leur renforcement technico-économique dans un cadre de partage d'expériences et amélioration de leurs conditions nutritionnelles.

La convention de partenariat entre le PAM et le PROFITS a été préparée, avec l'appui du FIDA, depuis 2018, et sa validation par la commission supérieure des marchés s'est heurtée à une question juridique du fait que ce type convention ne constitue pas un marché. La convention a été examinée par les services juridiques du MARHP au niveau central et lors de la réunion du 9/9/2019 avec le Chef du Cabinet, il a été convenu de la signer par le Ministre, incessamment.

Adaptation aux changements climatiques

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

A l'exception du démarrage des forages de remplacement pour les PI et l'identification des périmètres à retenir, le projet n'a connu aucune réalisation physique sur le terrain. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

Le rapport de conception a prévu plusieurs activités pour atténuer les effets du changement climatique à savoir la réhabilitation des PPI pour améliorer l'efficacité de l'irrigation, le renforcement de la protection des pistes à réhabiliter contre les eaux de ruissellement et le glissement de terrain, la construction de lacs collinaires et des ouvrages dans les cours d'eau pour la recharge des nappes, l'aménagement des périmètres d'épandage des eaux de crues l'équipement des parcelles en système d'économie d'eau (goutte à goutte), les études environnementales des nappes et d'aménagement des zones de parcours privés. Sur le terrain uniquement les forages de remplacement pour les PI ont démarré et les périmètres à retenir ont été identifiés.

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

La situation de blocage du projet est en partie due à un manque d'engagement politique à l'échelon régional comme national. Pendant les deux premières années du projet, le CRDA n'a pas suffisamment mobilisé les moyens à sa disposition pour aider la mise en œuvre du projet. Le MARPH n'a pas soutenu le projet dans l'avancement des conventions avec les différents partenaires pourtant sous sa tutelle, et malgré différentes promesses. Modérément insatisfaisant

Établissement de partenariats

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Bien que l'UGP ait pris attache avec de nombreux partenaires (PAM, AVFA, CNEA, OEP, GIVLait, GIFruits, Institut de l'Olivier, ONH, ODNO) avec lesquels les discussions sont avancées pour formaliser le contenu des collaborations, aucune convention n'est signée à ce jour (voir aussi § S/c 2.1). Aucun de ces partenaires n'est donc encore actif sur le PROFITS, à l'exception de l'OEP qui s'est fortement mobilisé sur 3 des 4 PAs développés à ce jour.. Le secteur privé commence juste à être impliqué dans le projet dans la mesure où deux acteurs privés locaux, le centre de collecte de lait et la société Danone-Délices, sont partenaires d'au moins un plan d'affaire. La Convention avec le PAM est finalisée mais toujours en attente de signature au MARHP. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

La convention avec le CNEA est d'une importance essentielle dans la mesure où elle encadre la mobilisation d'une expertise externe, pour le renforcement de l'UGP comme pour la fourniture d'une assistance technique, indispensable à la mise en œuvre du projet de manière efficace. La non-mobilisation de cette expertise externe à très court terme pourrait entraîner la suspension du projet faute des ressources humaines pour mettre en œuvre le projet.

Le CRDA a signé une convention de partenariat avec la représentation de la Fondation Swisscontact le 28 janvier 2019[1] visant à former les bénéficiaires du projet pour développer leurs activités agricoles. Les premières activités de formation et d'accompagnement technique vont concerner une soixante de porteurs de projets en apiculture, en engraissement d'ovins et en élevage bovin laitier.

Le secteur privé pouvant présenter un intérêt/potential pour travailler avec les groupes-cibles du projet n'a pas encore été précisément défini ni engagé dans le projet. Les études filières, et les Cadres Actions Filières qui doivent en découler, sont censés être à la base de cette mobilisation, mais le retard pris dans les études ne l'a pas encore permis. A ce jour seuls les acteurs privés intervenant dans le secteur laitier à Makthar dans le cadre du PA de la SMSA Etaaoun ont été clairement identifiés et mobilisés.

[1] En se référant à la convention entre la Direction du Développement et de la Coopération suisse et le Ministère le Ministère de la Formation et de l'Emploi pour la mise en œuvre du Programme professionnelle en Tunisie, financé par la Coopération suisse.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
S'assurer que les études filières identifient clairement les acteurs privés (en particulier acheteurs) dans et au-delà de la zone du projet, afin de les impliquer activement dans tous les PAs qui seront développés	UGP	09/2019
Opérationnaliser au plus vite la convention de partenariat avec la Fondation Swisscontact pour répondre aux besoins en formation des groupes d'intérêt porteurs de projets dans le cadre des 3 PA élaborés	UGP	10/2019
Poursuivre l'identification et la mobilisation du secteur privé au travers des 3 PAs déjà mobilisés	UGP, CTEG Seniors	10/2019

Capital humain et social et autonomisation

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les activités visant le renforcement des capacités et du capital social des groupes cibles au niveau individuel et collectif (autonomisation et développement organisationnel) n'ont pas substantiellement démarré. Des sessions de sensibilisation des bénéficiaires sur la portée et les objectifs du projet ont été organisées au niveau des cinq délégations concernées, et

des ateliers de préparation des plans d'affaire ont eu lieu avec quatre organisations socioprofessionnelles. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

La formulation participative des plans d'affaires prioritaires a été engagée par l'équipe du projet en collaboration avec les acteurs partenaires, et quatre PA ont été préparés, dont 3 ont été finalisée avec la mission. Les activités identifiées incluses dans le PTBA de l'année 2019, n'ont pas encore démarré. Des sessions de sensibilisation des bénéficiaires sur la portée et les objectifs du projet ont été organisées au niveau des cinq délégations concernées. Parallèlement à ce travail, des formations au profit des groupements professionnels (GDA et SMSA) sur des thèmes prioritaires devront être réalisées sur la base d'un diagnostic rapide sur l'organisation et le fonctionnement de ces groupements et leurs capacités d'intervention. Les formations porteront sur : (i) l'approche filière et les modalités pratiques de son application dans le cadre du PROFITS, (ii) la stratégie de ciblage et l'implication des groupes cibles (femmes, jeunes, pauvres) dans le développement des filières. Ces actions seront réalisées dans le cadre de conventions de partenariat ou de prestation de services avec d'autres intervenants pouvant mobiliser rapidement les compétences nécessaires.

Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les activités visant le renforcement des capacités et du capital social des groupes cibles au niveau individuel et collectif (autonomisation et développement organisationnel) n'ont pas été lancées. Les conditions organisationnelles et institutionnelles actuelles demeurent difficiles et peu favorable à la mise en œuvre du Projet. 718bénéficiaires ont assisté aux journées de sensibilisation, mais en attente de concrétisation des activités sur terrain. Modérément insatisfaisant.

Principaux problèmes

Depuis le démarrage du Projet, l'équipe du Projet a tenu une trentaine de réunions d'information, de sensibilisation et de concertation avec les groupes cibles auxquelles ont participé 718 personnes dont 138 femmes. Au cours de cette année 2019, 12 rencontres ont eu avec les GDA /SMSA et les producteurs porteurs de projets pour les aider à élaborer leurs Plans d'affaires. Le nombre de participants à ces rencontres était de 214 dont soixante de femmes. Il faut souligner l'importance de l'effort fourni par l'équipe du Projet pour réaliser ce travail dans un contexte difficile causé notamment par le retard important dans l'exécution du Projet en dépit du manque du personnel au niveau de l'UGP et l'absence de l'AT prévue.

La mission a rencontré un groupe d'une trentaine de jeunes et de femmes lors de la visite de la SMSA d'Echouarnia (Makthar) qui sont intéressés par la promotion de l'élevage bovin laitier et l'apiculture et concernés par le PA porté par la SMSA. Ces promoteurs potentiels qui ont déjà bénéficié de la formation nécessaire depuis 2017/2018 (dans le cadre d'autres interventions) dans ces domaines ont exprimé leur motivation mais aussi leur inquiétude quant au non-respect des promesses de les aider à concrétiser leurs projets.

Adaptabilité des prestataires de services

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Il s'agit de la troisième intervention du FIDA à Siliana, les prestataires de services sont bien rôdés aux procédures de passation des marchés et à l'adaptation de leurs offres aux exigences des spécifications techniques. Sur les 22 marché du PPM-2019, uniquement 6% ont été attribués. Les marchés d'études lancés en 2018, ont accusé des retards dans la réception des livrables. Modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

Les prestataires de services sont bien rôdés aux procédures de passation des marchés et à l'adaptation de leurs offres aux exigences des spécifications techniques. Depuis le démarrage du projet. Parmi les appels d'offres et consultations entrepris depuis le démarrage du projet (plus de 40), 12% ont été déclarés infructueux (AT pour des propositions financières dépassant largement les prévisions, acquisition du bus, faute de disponibilité sur le marché, recrutement de cadres pour l'UGP, et certaines consultations ont dû être lancées une deuxième fois faute du glissement rapide de la monnaie locale et par conséquent, des changements de prix, et de la lenteur du processus de passation des marchés dépassement de la date de validité des offres avant l'attribution. Les marchés des études des PI, des filières, de la situation de référence ont démarré sans contrainte particulière à citer de la part des prestataires de services, mais des retards dans la réception des livrables ont été constatés.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le Projet est en démarrage et pas encore de réalisations substantielles sur terrain. Modérément insatisfaisante.

Principaux problèmes

D'après la conception du Projet, la plus part des activités de celui-ci sont axées sur la gestion rationnelle des ressources naturelles (réhabilitation de PPI, installations des équipements d'économie d'eau d'irrigation dans les parcelles en irrigué, réalisation d'ouvrages de recharge de nappes exploitées en irrigation, élaboration des études d'impact) et ce tout en respectant les mesures environnementales. Pas encore de réalisations substantielles sur terrain.

Stratégie de retrait

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Vu le faible avancement des activités, la stratégie de sortie reste floue et dépendra des évolutions d'ici la mi-parcours et ensuite dans la deuxième phase du projet. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

La vision de l'après projet a été initiée lors de la conception et reste à détailler au cours des prochaines années.

Il était prévu lors de la conception que l'ancrage de l'UGP et des services techniques d'exécution dans la structure du CRDA facilite la stratégie de sortie du projet. Force est de constater que pour l'heure l'insertion du projet dans le CRDA constitue plus un frein qu'un atout à sa mise en œuvre.

La réussite de la stratégie de sortie du projet dépendra plus de sa capacité à impliquer le secteur privé et les organisations de producteurs à travers les PA et les plateformes filières.

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le potentiel de mise à l'échelle du projet est essentiellement lié à l'approche-filière qui doit permettre l'élaboration de PA, de partenariats intra-filières, de plateformes d'acteurs pour insuffler et canaliser le dynamisme économique des filières. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

Même si le démarrage du projet est douloureux et si le caractère novateur de l'approche-filière proposée rend sa mise en œuvre difficile, l'élaboration de 4 PA par l'équipe du projet constitue un premier pas vers l'appropriation de l'approche au niveau de l'UGP, du CRDA et surtout des acteurs privés des filières, au premier rang desquels les petits producteurs, pour ensuite promouvoir sa mise à l'échelle.

Le résultat dépendra de la capacité du projet à mettre en place une véritable équipe filière et à développer des partenariats fructueux avec les différents acteurs publics, semi-publics et privés intervenant dans les filières.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

La mission note la motivation du personnel de l'UGP et les efforts déployés dans une zone socialement très fragile et difficile, pour accélérer le rythme des réalisations. Cependant, le niveau de coordination et organisation interne à l'UGP et avec les différents arrondissements techniques du CRDA et les coordinateurs locaux mérite d'être amélioré. Aussi, les performances de l'UGP restent contraintes par, entre autres par son sous-effectif et le manque d'expertise dans certains domaines clés (filière, communication et genre en particulier) pour répondre aux exigences multidimensionnelles et innovantes du projet. La fréquence des réunions statutaires de coordination au niveau, régional et local est irrégulière. Modérément insatisfaisant

Principaux problèmes

La gestion du Projet est assurée: i) au niveau national, par une Unité centrale de pilotage basée à la DGFIOP à Tunis ; ii) au niveau régional, sous la tutelle du CRDA de Siliana et d'une UGP, créée au sein du CRDA, pour la gestion administrative et financière quotidienne ; et iii) au niveau local, par des structures légères logées au sein des CTV et ayant pour mission d'appuyer l'UGP dans la coordination des composantes techniques sur le terrain au niveau de

chacune des cinq délégations concernées par le PROFITS. Au total, aux niveaux régional et local, 16 cadres techniques sont prévus d'être affectés au PROFITS, en sus des experts de l'AT que le Projet doit recruter. Pour assurer une bonne coordination du Projet aux différents niveaux de gestion, il est prévu la constitution de quatre structures: i) un comité national de pilotage (CNP); ii) un comité régional de coordination et de pilotage (CRCP); iii) un comité local de coordination (CLC) institué au niveau de chaque délégation; et iv) un comité technique régional (CTR) réunissant les partenaires techniques pour coordonner les activités du dispositif d'appui conseil. La création des structures de gestion et de coordination, la mise en place du personnel clé de l'UGP, la préparation du manuel de procédures et la mise en place d'un système de suivi-évaluation étaient des conditions d'entrée en vigueur et de décaissement satisfaites depuis 2017.

A ce jour, l'UGP a été décrétée en février 2018 et toutes les structures de coordination ont été créées. La mission note la motivation du personnel de l'UGP et les efforts déployés dans une zone socialement très fragile et difficile. Cependant, le niveau de coordination interne à l'UGP et avec les différents arrondissements techniques du CRDA et les coordinateurs locaux mérite d'être amélioré. Aussi, les performances de l'UGP restent contraintes par, entre autres : i) son sous-effectif et le manque d'expertise dans certains domaines clés pour répondre aux exigences multidimensionnelles et innovantes du projet; ii) le retard de recrutement de l'AT et la préparation des plans d'affaire ; iii) le retard dans la préparation des conventions de partenariat; iv) la préparation et la mise en œuvre du plan de renforcement des capacités, et v) la lenteur du processus de passation des marchés et de suivi des contrats.

En matière de personnel, 11 cadres sont affectés à l'UGP au niveau du CRDA dont 4 cadres à temps partiel au niveau des délégations. Le chef de service de suivi-évaluation, qui est partant, est actuellement affecté à temps partiel mais appuyé d'un nouveau cadre qui prendra la relève. Les 4 postes encore à pourvoir sont: un cadre en communication, un cadre en coordination des filières, un cadre pour la passation des marchés, et un cadre en genre et ciblage, ont fait l'objet d'un appel d'offres, fructueux uniquement pour le poste de genre et ciblage, qui sera installé en octobre 2019, dès ouverture des crédits et signature du contrat. La mission retient que le reste de ces profils doivent être recrutés sur le marché ou dans le cadre de la convention d'AT avec le CNEA dans les meilleurs délais pour appuyer de l'UGP dans sa mission de gestion et de coordination.

Pour les moyens logistiques, le premier lots de moyens de transport (4 véhicules légères et 6 véhicules TT), et les équipements informatiques et bureautiques ont été acquis. Un deuxième lots de moyens de transport (5 voitures TT) est en cours d'ordre de service.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Organiser des réunions mensuelles de suivi de la mise en oeuvre, en collaboration avec la DGFIOP et des réunions hebdomadaires internes à l'UGP, sous la responsabilité du CRDA	CRDA, UGP	09/2019
Organiser une retraite de 2 à 3 jours avec l'appui d'un consultant spécialisé en organisation et planification pour mieux clarifier les tâches des différents intervenants dans la structure de gestion et créer une ambiance de travail propice	UGP	10/2019

Gestion des savoirs

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Projet en démarrage, pas de connaissances générées à ce jour et recrutement du spécialiste communication toujours pas fait
Modérément insatisfaisant

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Il est prématuré d'entreprendre cette partie. Modérément satisfaisant, par défaut et dans l'attente du démarrage réel du projet.

Principaux problèmes

Toutefois, il est important de souligner que depuis la conception du projet jusqu'à ce jour, la monnaie nationale a glissé de près de 20% par rapport à l'euro, monnaie du financement extérieur et des comptes du projet. Compte tenu de cette dévaluation, les coûts unitaires des études engagées n'ont pas dépassé les prévisions et des reliquats sur le budget du matériel roulant est disponible par rapport aux prévisions initiales.

Justification de la note

Le PTBA-2019 a été mis à jour en mai 2019. Le taux global d'exécution physique au 10 septembre 2019 est de 8% et le niveau de paiement est de 21%, y compris les paiements sur engagement antérieurs. Un retard endémique dans chaque étape de la passation de marché a été constaté, et la conclusion des conventions de partenariat a pris beaucoup de temps, faute d'ambiguïté de la législation nationale dans ce domaine. Modérément insatisfaisant.

Évaluation du PTBA

Le PTBA-2019 a fait l'objet de révision, concertée avec le FIDA, en mai 2019. Le taux global d'exécution physique du PTBA 2019 au 10 septembre 2019 se limite à 8%. Les raisons principales d'une si faible exécution physique et financière sont : i) un PTBA ambitieux par rapport à la capacité des structures d'exécution, ii) le retard accusé dans le processus de passation des marchés (retard endémique dans chaque étape de la passation de marché), iii) retards dans la finalisation des études, préalables à la l'exécution des travaux sur terrain, iv) la validation des conventions de partenariat qui a pris beaucoup de temps, v) les marchés sont généralement engagés à partir du deuxième semestre de l'année, suite à l'accomplissement des étapes du processus de PM, et vi) l'absence d'AT qui était vue par l'équipe de projet comme préalable au lancement de la plupart des activités prévues sur le PTBA 2019 ; ceci a fortement influencé le niveau de la mise en œuvre.

Pour les aspects financiers, sur un budget prévisionnel actualisé en engagement de 16,4 MD, un montant de 2,6 MD a été contracté, soit 16% des prévisions. En termes de paiement un budget de 1,5 MD a été payé en 2019, y compris des facturations sur des engagements antérieurs, soit 21% des prévisions en paiement.

Dans la composante 1 de promotion des filières, les paiements sont de 0,9 MD, soit 45% des prévisions en paiement prévu en 2019. Ce niveau d'avancement est relatif au paiement des plants fruitiers engagés en 2018. L'avancement physique des activités de 2019 est de 6%, reflétant, la préparation de 4 plans d'affaire, la préparation des conventions de partenariat et de la de la convention avec le CNEA pour la mobilisation de l'AT.

Dans la composante 2 relative aux conditions favorables pour le développement des filières, les paiements sont de 0,05 MD, soit 0,1% des prévisions. L'avancement physique est de 10%, reflétant i) le lancement des AO pour les PI et pistes ; ii) le démarrage des travaux de remembrement des terres avec l'AFA, iii) la réception des études des infrastructures de base, et v) le démarrage des travaux de création de 4 forages de remplacement.

Dans la composante 3 relative à la gestion du Projet, les dépenses sont de 0,5 MD, soit 33%, y compris le payement des voitures engagé en 2018, par rapport aux prévisions en paiement. L'avancement physique est de 11%, reflétant i) le processus de recrutement du personnel complémentaire de l'UGP ; ii) la réception de l'étude de situation de référence et iii) l'élaboration du plan de renforcement des capacités de l'UGP.

La mission souhaite attirer l'attention sur le fait que chaque PTBA ne doit pas nécessairement se calquer sur les COSTAB établies lors de la conception du projet. Si celles-ci jouent un rôle important comme base d'activités à planifier au démarrage du projet, elles doivent ensuite être ajustées en fonction de l'évolution notée au fil des missions, des approches choisies, des plans d'actions prioritaires définis et des coûts unitaires réels. Il est donc recommandé, lors de l'élaboration des prochains PTBA, de ne pas obligatoirement les calquer sur les activités des anciens PTBA. Aussi, les arrondissements techniques doivent être impliqués d'avantage dans le suivi et la mise en œuvre des marchés qui relèvent de leur mission technique et un appui, au moins ponctuel, par un spécialiste en passation des marchés restent nécessaire pour assurer le suivi du processus et le suivi des contrats.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Etablir le PTBA 2020 en se basant avant tout sur les actions réalisables et prioritaires, sans nécessairement suivre à la lettre les lignes des COSTABS	UGP	10/2019
Suivre de près le processus de passation des marché et des contrats et raccourcir les délais pour pouvoir récupérer les retards enregistrés dans la mise en œuvre des PTBA	UGP	10/2019

Justification de la note

A ce jour, quatre cadres ont été affectés au sein de la SD/Planification et suivi-évaluation. Le chef de service de suivi-

évaluation est partant et est actuellement à temps partiel pour encadrer le cadres affecté à cette fonction. Un manuel de SE a été finalisé et l'étude de la situation de référence a été réceptionnée, mais sans l'agrégation des informations pour mettre à jour les valeurs des indicateurs du cadre logique. L'UGP utilise le système national INJEZ, à coté des tableaux excel, pour le suivi physique et financier. Les supports de collecte des informations sur le terrain ne sont pas encore exploités. Modérément insatisfaisant.

Évaluation du système de suivi-évaluation

Revue du système de S&E

Selon la conception du PROFITS, l'UGP comprend une sous-direction de programmation et suivi-évaluation(SD/PSE) avec cinq cadres (le responsable de la sous-direction, un cadre en planification, un cadre en SE, un cadre pour la formation et un cadre en communication). Comme pour les autres projets sous tutelle du MARHP, le système de SE du PROFITS utilise le logiciel « INJEZ » du Centre National de l'informatique (CNI).

A ce jour, quatre cadres ont été affectés au sein de la SD/Planification et suivi-évaluation. Le chef de service de suivi-évaluation est partant et est actuellement à temps partiel pour encadrer le cadres affecté à cette fonction, et le cadre communication est en cours de recrutement. Un manuel de SE a été finalisé et l'étude de la situation de référence a été réceptionnée ; mais sans l'agrégation des informations pour mettre à jour les valeurs des indicateurs du cadre logique. Le service suivi-évaluation s'est engagé à le faire rapidement.

Le logiciel « INJEZ » est installé au niveau de l'UGP et la saisie des données de la conception et de l'avancement physique et financier se fait au fure et à mesure de l'exécution. La mission note une nette amélioration de l'application par rapport à la version précédente et une stabilité relative du logiciel a été constatée. Pour le suivi financier le minimum des état est requis, alors que le suivi physique, mérite des améliorations et le suivi des indicateurs du cadre logique est encore en cours de test. Ainsi, l'UGP doit maintenir, parallèlement à la saisie sur le logiciel, un tableau de suivi des activités et des financements sur Excel.

Compte tenu de l'état d'avancement actuel, surtout des activités sur terrain qui n'ont démarré que timidement, et du niveau faible d'implication des coordinateurs locaux du projet, le processus de collecte des informations et des outils conçus dans le cadre du manuel de SE ne sont pas encore pleinement exploités.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Maintien du chef de service SE une période suffisance pour mieux encadrer le nouveau cadre de SE	CRDA	09/2019
Sur la base des informations du rapport de la situation de référence, mettre à jour les valeurs des indicateurs du cadre logique	UGP	09/2019
Mettre à jour la saisie des données physique et des indicateurs du cadre logique dans le système INJEZ et corriger les états d'édition relatifs au PTBA et son avancement et des états de consiliation des comptes	UGP, CNI	10/2019

Exigences des Procédures d'évaluation sociale, environnementale et climatique (PESEC)

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Aucune réalisation physique substantielle n'a été exécutée sur terrain à l'exception les travaux en cours de 2 forages de remplacement et les plantations arboricoles. Modérément insatisfaisant.

Évaluation des PESEC

Le projet s'intègre dans le cadre stratégique du FIDA et SECAP. Il déploiera un effort pour une transformation rurale inclusive et durable à travers; i) la résilience au climat pour les ruraux pauvres (augmentation des capacités productives des ruraux pauvres dans les filières sélectionnées et augmentation de leurs bénéfices à travers leur participation au marché et leur mise en relation avec les acteurs des filières notamment les acteurs de marché; et ii) un renforcement de la durabilité environnementale. En effet, la réhabilitation des PPI permettra de préserver les ressources en eau des nappes exploitées ; les travaux de CES contribueront à la recharge des nappes et à la protection des sols dégradés par l'érosion hydrique ; le renforcement de la protection du milieu naturel le long des pistes à réhabiliter et la gestion

rationnelle des ressources des parcours privés. Les actions à réaliser par le Projet ne sont pas de nature à engendrer des nuisances à l'environnement.

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement

Type	Nom	Montant actuel	Montant décaissé	Taux effectif
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$2,544,160	\$0	0.0%
	Government Non-fiscal	\$7,632,713	\$0	0.0%

Taux de décaissement acceptable

Note: 2

Notation précédente: 5

Justification de la note

Le programme est à sa troisième année d'exécution (27 mois). Depuis la date d'entrée en vigueur (13/06/2017), le taux de décaissement global sur les fonds alloués par le FIDA (prêt et don du FIDA) est de 12%. Il n'y a pas eu d'extension de la date d'achèvement. Ce taux est jugé insatisfaisant.

Principaux problèmes

La date d'entrée en vigueur est le 13 juin 2017, cependant les premiers décaissements sur le prêt et le don ont eu lieu fin novembre 2017.

Les décaissements cumulés sur le prêt FIDA s'élèvent, au 31 août 2019, à 2.437 m€ (11,28%). Les décaissements sur le don s'élèvent à la même date à 202 m€ (43,82%). Toutefois, les paiements effectifs sur le prêt et le don sont très faibles et s'élèvent respectivement à la même date à 499 m€, soit 2,31% du prêt et 2 m€, soit 0,46% du don. En 2019, il y a eu deux DRF sur le prêt portant sur un montant de 288 m€ et une DRF sur le don pour 2 m€. La mission rappelle que conformément à l'Accord de financement, l'UGP doit adresser au FIDA au moins une DRF par trimestre. Il est par conséquent recommandé de respecter les clauses contractuelles et d'adresser au FIDA, au plus tard le 31 octobre 2019, deux DRF, une pour le prêt et une pour le don.

Le solde des CD ouverts à la BCT, au 31 août 2019, s'élève à 2.138.393 €, détaillé comme suit : CD du prêt FIDA : 1.938.395 € et CD du don FIDA : 199.998 €.

La mission a revu un échantillon de dépenses et confirme la bonne tenue des dossiers et la disponibilité des pièces justificatives. Cependant, elle a noté des retards de plusieurs mois au niveau de l'ouverture des crédits d'engagements et de paiements par le Ministère des finances.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Soumission de DRF Adresser au FIDA deux DRF, une pour le prêt et une pour le don.	UGP	10/2019
Soumettre une demande de retrait de fonds au FIDA avant le 31/12/2018 sur le prêt. Compte tenu des décaissements prévisionnels au niveau du plan de décaissement, il est prévu que le Projet réalise des paiements à hauteur de 0,3 MEUR d'ici la fin de l'année.		

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

La gestion financière du projet continue de s'améliorer au niveau de l'UGP. En effet, la tenue des dossiers est acceptable, l'information est disponible et facilement accessible et le système SE INJEZ est fonctionnel et le responsable SE du projet assure la gestion financière sur ce système, en plus d'un suivi sur Excel par la comptable du projet. Toutefois, les engagements et les paiements sont encore très faibles. Ainsi, la mission juge que la qualité de la gestion

financière de l'ensemble du programme est modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

Budgétisation. L'UGP a préparé deux PTBA pour 2019, le premier porte sur les engagements et s'élève à 16.438 mDT et le second porte sur les paiements et s'élève à 7.431 mDT. Les engagements effectués, au 31 août 2019, sont de 2.558 mDT et représentent 16% du PTBA engagements, alors que les paiements s'élèvent à 1.565 mDT et représentent 21% du PTBA paiements. Les prévisions d'engagements et de paiements arrêtées par l'UGP au 31 décembre 2019 s'élèvent à 4.323 mDT et 2.346 mDT. Ainsi, les engagements s'élèveraient, au 31 décembre 2019, à 6.881 mDT, soit 42% du PTBA engagements 2019 et les paiements s'élèveraient à 3.911 mDT, soit 53% du PTBA paiements 2019.

La mission rappelle que le PTBA 2020 doit être adressé au FIDA au plus tard le 31 octobre 2019.

Le système de contrôle interne du CRDA garantit la séparation des fonctions, grâce à plusieurs niveaux indépendants de contrôle et de validation. Par ailleurs, le projet dispose d'un manuel de procédures de gestion financière, administrative et comptable, qui a été élaboré lors de la formulation du projet.

Système comptable. Le système SE INJEZ est fonctionnel et permet d'arrêter des tableaux financiers fiables. Ainsi, actuellement les états financiers du projet sont produits aussi bien à partir de ce système par le responsable du SE, et sur Excel par la comptable du projet. Ceci permet d'effectuer des recoupements systématiques entre les états arrêtés sur Excel et ceux arrêtés à partir du système SE. Il est à noter que seul le responsable SE saisit les données du projet sur le système INJEZ. La mission recommande de former la comptable et le responsable de passation des marchés sur ce système pour qu'ils puissent eux aussi saisir les données qui les concernent.

Décaissement et flux de fonds. Les procédures de paiement sur les fonds du prêt et du don obéissent aux mêmes règles de contrôle des paiements sur le budget du CRDA et qui présentent plusieurs niveaux de contrôle et sont jugées acceptables par le FIDA.

Les engagements cumulés au 31/08/2019 sont très faibles et s'élèvent à 5.459 mDT (4.100 sur le prêt, 7 sur le don et 1.352 sur le budget), et représentent 7,35% du coût du projet. D'après l'UGP les engagements atteindraient, au 31/12/2019, 9.782 mDT, soit 13% du coût du projet.

Les paiements cumulés au 31/08/2019 sont très faibles et s'élèvent à 2.703 mDT (1.648 sur le prêt, 7 sur le don et 1.048 sur le budget), et représentent 3,64% du coût du projet. Ils portent principalement sur l'achat de véhicules, les équipements de bureau et l'achat de plants. D'après l'UGP les paiements atteindraient, au 31/12/2019, 9.782 mDT, soit 7% du coût du projet.

Les paiements effectifs sur le prêt sont de 499 m€ (2,31% du prêt) et ceux sur le don sont de 2 m€ (0,46% du don).

Revue de relevés de dépenses. La mission a examiné 8 demandes de paiement, dont 6 sur le prêt relatives aux DRF n° 2 & 3 et deux sur le don de la DRF n° 2, totalisant 950 mDT (98% des DRF).

Cet examen n'a pas relevé d'observations particulières à part les retards au niveau de l'ouverture des crédits par le Ministère des finances et le paiement d'un jour de plus de perdiem pour une mission à Rome du 04 au 08/12/2018, soit 286,5 \$ de plus. L'UGP s'est basée sur la réglementation de la fonction publique, qui consiste à payer les perdiems sur la base du nombre total de jours, alors que le FIDA paie les perdiems sur le nombre de nuitées. Pour les prochaines missions, le calcul des perdiems imputés sur les ressources du FIDA doit être basé sur le nombre de nuitées.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Estimer la contribution des bénéficiaires et l'inclure dans les rapports financiers du projet.	UGP/arrondissements techniques	04/2018
Former la responsable financière du projet et trois autres membres de l'UGP sur le système INJEZ.	UGP/CNI	04/2018
Respecter les délais de paiement des fournisseurs Payer les fournisseurs dans les 45 jours à compter de la date de remise des factures	UGP	09/2018
Respecter les délais de transmission des rapports financiers et des DRF Respecter les délais de transmission prévus au niveau des accords de financement des rapports financiers et des DRF	UGP	09/2018
Calcul des perdiems imputés sur les ressources du FIDA Calculer les perdiems imputés sur les ressources du FIDA sur la base du nombre de nuitées.	UGP	09/2019
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	09/2019

Qualité et ponctualité des audits

Note:

Fonds de contrepartie

Note: 4

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les fonds sont disponibles et leur utilisation pour financer les activités du projet ne pose pas de problèmes, en général. Cependant, plusieurs retards au niveau de l'ouverture des crédits d'engagements et de paiements par le Ministère des finances ont été enregistrés. Ceci s'est traduit par des retards de plusieurs mois au niveau de la signature des contrats et le paiement sur les fonds de contrepartie du budget du CRDA. Le fonds de contrepartie est jugé modérément satisfaisant.

Principaux problèmes

La contribution du Gouvernement au titre du projet couvre les droits et taxes générés par la mise en oeuvre du projet, les coûts récurrents relatifs aux dépenses de fonctionnement correspondant à l'entretien des infrastructures, des équipements, des moyens de transport, et des bureaux, ainsi que les salaires et indemnités du personnel de gestion.

Les paiements sur les fonds de contrepartie s'élèvent au 31 août 2019, à 1.048 mDT (358 mUSD) et représentent 4,69% de l'allocation initiale allouée au projet (7.635 mUSD). L'exécution des activités cofinancées par les bénéficiaires n'a pas encore commencé et par conséquent, il n'y a pas encore eu de contribution des bénéficiaires

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Estimer ces contributions et de les inclure dans les rapports financiers du projet.	UGP	04/2018
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	09/2019

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

La Mission note que les dispositions de l'Accord de financement sont respectées dans leur globalité. Elle attire néanmoins l'attention du projet sur l'importance de (i) finaliser le manuel des opérations et (ii) soumettre les différents rapports financiers prévus selon les délais prévus dans l'accord de financement.

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le PTBA-2019 compte 22 marchés d'études, 6 marchés de travaux et 20 marchés d'équipement pour un budget total estimé à 15 123 400 DT[1]. La totalité des marchés interdépendants n'ont à ce jour pas été lancés, du fait des délais accusés par les processus en amont dont ils dépendent, notamment les études de faisabilité, les travaux d'épandage, l'étude de protection des lacs collinaires, et d'aménagement des pistes, et la préparation des plans d'affaires. Ceci pénalise, le démarrage du processus pour 30% des marchés de l'année. Par conséquent, seulement 6% des marchés ont été engagés en 2019. Modérément Insatisfaisant.

Évaluation de la passation des marchés

Ressources humaines: La cellule des marchés au CRDA compte responsable des marchés, unique membre, qui se charge en parallèle des activités de 3 autres prêts plus celles du budget national. Le projet ne dispose pas de responsable de passation et la gestion des processus est dispersée sur plusieurs sections. L'affectation d'un cadre en passation des marchés au projet s'impose.

Passation des marchés: Le PTBA-2019 compte 22 marchés d'études, 6 marchés de travaux et 20 marchés d'équipement pour un budget total estimé à 15 123 400 DT. La totalité des marchés interdépendants n'ont à ce jour pas été lancés, du fait des délais accusés par les processus en amont dont ils dépendent, notamment, les études de faisabilité (préalables à l'exécution des infrastructures) et la préparation des plans d'affaires (préalable au financement des investissements). Ceci a pénalisé, le démarrage du processus pour 30% des marchés de l'année. Par conséquent, seulement 6% des marchés ont été engagés en 2019.

Pour les demandes de clarifications, lors des dépouillements, le projet s'appuie conventionnellement sur des échanges écrits transmis aux soumissionnaires par la poste, ce qui rallonge les délais de traitement, étant donné que le CRDA ne procède à l'étape suivante de l'évaluation qu'après réception de l'accusé de réception, qui prend plusieurs semaines. Cette modalité induit, souvent, un dépassement de la validité des offres et donc la nullité du processus tel que relevé dans l'échantillon. L'introduction de TUNEPS à partir du 1^{er} septembre 2019, devrait contribuer à assouplir les procédures mais ceci reste à confirmer[2]. N'ayant pas d'accès ou de rôle à jouer sur la plateforme, le projet reste tributaire du calendrier de la commission. La mission note des marchés prévus dans le PTBA mais non-inscrits sur le plan prévisionnel du CRDA, constituant ainsi une déviation par rapport aux procédures nationales et au principe de transparence.

L'examen de l'échantillon révèle que l'évaluation s'appuie exclusivement sur des critères de conformité, même pour les marchés combinant fournitures et service. Ceci pourrait affecter la qualité des services rendus. Le recrutement des consultants individuels souligne un degré de confusion d'ordre procédural relatif à l'évaluation de personnes physiques et morales à la fois sous un même processus. Également, certains critères ne peuvent être évalués objectivement à travers la revue documentaire uniquement, modalité privilégiée du projet (ex : noter la maîtrise de la maîtrise de langue française d'un consultant à travers son CV). Pour le marché de recrutement de consultants pour l'UGP, l'estimation du budget a été établie pour 4 postes sans aucun détail sur chaque consultation. La mission perçoit un manque d'expertise global dans les passations des marchés.

Registre des contrats: Le registre est en place, et adressé mensuellement au FIDA, mais nécessite une mise à jour en temps réel.

Système de classement des marchés: l'archivage est en place mais nécessite une meilleure organisation et une mise à jour au vue de l'entrée en vigueur de TUNEPS.

[2] Au moment de l'élaboration du présent rapport le CRDA Siliana n'a lancé aucun marché sur TUNEPS.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Révision de la modalité de communication entre le projet et les soumissionnaires 1- rédiger les demandes de clarifications 2- appeler le soumissionnaire et l'inviter à se présenter au Projet pour retirer la demande de clarification et envoyer en parallèle une copie par email 3- remettre le document au soumissionnaire ou son représentant contre la signature d'une décharge (cachet du soumissionnaire faisant foi) 4- inclure les communications dans le dossier l'évaluation.	comité d'évaluation	09/2019
Prise en compte de critères de performance pour les marchés combinant fourniture et installation et services, le cas échéant.	Membres impliqués dans la préparation des DAO	09/2019
Recrutement d'un responsable en passation des marchés	UGP	09/2019
Mise à jour du registre des contrats	UGP	10/2019
Formation sur les modalités de sélections et d'attribution – précisément le volet évaluation des offres	UGP	11/2019

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement	Note: 3	Notation précédente: 4
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

Des mesures urgentes sont nécessaires mais il est encore possible de redresser la situation et d'atteindre les objectifs du fait (i) de la motivation de l'équipe en place qui, bien qu'en sous-effectif, n'a pas baissé les bras ; (ii) de la dynamique lancée sur les plans d'affaires (PA) qui constitue un premier pas prometteur vers l'approche filière ; (iii) de la préparation d'AO sur de nombreuses opérations qui devraient pouvoir être mises en œuvre fin 2019-2020 ; (iv) de la préparation de nombreuses conventions avec des partenaires institutionnels qui pourront accélérer la mise en œuvre du projet ; (v) d'une prise de conscience au niveau du CRDA et du MRPD de l'importance de soutenir le projet.

Évaluation de la performance globale de l'exécution	Note: 3	Notation précédente: 4
--	----------------	-------------------------------

Justification de la note

La situation est modérément insatisfaisante du fait des retards enregistrés dans la mise en œuvre du projet

F. Pertinence

Pertinence	Note: 4
-------------------	----------------

Justification de la note

Malgré ses difficultés de démarrage, les activités prévues dans le cadre du PROFITS et planifiées dans le cadre du PTBA-2019 restent pertinentes aussi bien pour la population que pour le FIDA et pour le Gouvernement. Toutefois, compte tenu du temps restant de la durée du projet, de la capacité des structures d'exécution et de la fragilité des

organisations paysannes, dont le renforcement des capacités n'a pas encore initié, les activités relatives à la construction des abattoirs, et des unités de valorisation devient de plus en plus difficile à réaliser d'ici l'achèvement, Modérément satisfaisante

Principaux problèmes

Le PROFITS a été conçu suite à la mise en œuvre de deux phases de projets de développement agricoles intégrés pour valoriser les acquis et mettre à échelle les bonnes pratiques à travers une approche de promotion des filières porteuses dans la région et créer plus de valeur ajoutée locale au profit des populations les plus pauvres au niveau des différents maillons des chaînes de valeurs. Cette orientation reste pertinente par rapport aux orientations nationales et par rapport à la stratégie du FIDA. Au niveau des maillons de transformation, le PROFITS a prévu l'aménagement et la construction d'abattoirs et la construction et l'équipement d'unités frigorifiques et de transformation agro-alimentaires pour 13,5% du coût total. Après plus de deux ans de mise en œuvre, les abattoirs ne sont pas statuéés et leurs études architecturales et environnementales n'ont pas encore démarrées. Aussi, les études technico-économiques des unités de valorisation et de transformation n'ont pas été initiées, et le renforcement des capacités des organisations paysannes, sensées gérer ces investissements n'a pas commencé. Compte tenu des délais restants de la durée du projet, la réalisation de ces infrastructures et leur exploitation risquent d'être compromise.

Par ailleurs, les études des filières ont démarré et des plans d'affaire des filières pour quelques organisations paysannes ont été préparés et méritent d'être exécuté dans les meilleurs délais. Une attention particulière sera accordée à la question du ciblage pour toucher la population la plus pauvre, les femmes et jeunes à impliquer dans les différents maillons des filières.

G. Enseignements tirés

Des enseignements ont pu être tirés sur son montage institutionnel. L'insertion du projet dans le CRDA et sa dépendance d'une seule administration (le MAPRH), dans un contexte où le personnel ne reçoit pas de motivation particulière pour le travail supplémentaire fourni dans le cadre du projet, ne créent pas les conditions optimales de mise en œuvre.

Ces constats ont été utiles lors de la conception de IESS-Kairouan avec l'élargissement des partenariats, en particulier au Ministère des Affaires Sociales et de l'UTSS, et un recours plus important à de l'AT pour accompagner le projet dans des approches innovantes qui sortent du cadre des missions habituelles des CRDA.

H. Actions convenues

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Vue d'ensemble et avancement du projet		
Convoquer régulièrement les bureaux d'études en charge des études filières afin de s'assurer qu'ils respectent les échéances de remise des livrables	UGP, CRDA	09/2019
Signer le contrat avec l'attributaire des études filières olivier et bovin lait et passer l'ordre de service dans les meilleurs délais	UGP, CRDA	09/2019
Signer et mettre en vigueur la convention avec le PAM sur les aspects de nutrition	CRDA, UGP	09/2019
Signer la convention CNEA destinée à répondre aux besoins essentiels en assistance technique et expertise spécifique	UGP, CRDA, CNEA, DGFIOP	09/2019
Finaliser et signer les conventions avec les partenaires techniques prioritaires, c'est-à-dire GIFruits et IO	UGP, CRDA, CNEA, DGFIOP	09/2019
Conditionner le partenariat avec l'ONH à la présentation claire de la stratégie et des appuis tangibles que l'Office peut apporter	UGP, CRDA	09/2019

Finaliser la sélection de l'attributaire de l'étude viande rouge ovine et passer l'ordre de service dans les meilleurs délais	UGP, CRDA	10/2019
Finaliser un accord de partenariat entre PROFITS et la DRAS ; sélectionner les familles nécessiteuses et préparer les AGR à financer	UGP	10/2019
Finaliser les négociations avec l'AVFA et le cas échéant signer la convention	UGP, CRDA	10/2019
Finaliser puis soumettre les 3 premiers PAs (ovins, bovins et miel) au CTR pour validation et financement	UGP, CTEG seniors, CTR	11/2019
Assurer une formation de base de l'équipe du Projet et les partenaires en approche filière et modalités de son application dans le contexte du Projet	UGP	11/2019
Réaliser des visites d'échange pour l'équipe du Projet et pour les porteurs des 3 PA déjà élaborés au PRODEFIL à Médenine et au PRODESUD à Tataouine	UGP	11/2019
Elaborer les 3 premiers « Projets Professionnels » pour les structures porteuses des 3 PA (en cours de finalisation) sous forme de formation-action	UGP/AT	12/2019
Efficacité en matière de développement		
collecte systématique des données Veiller à la collecte systématique des données nécessaires pour renseigner la prise en compte du genre dans les processus et les activités du projet (participation aux journées d'information, formations, nombre de bénéficiaires des interventions, présence des femmes et des jeunes dans les organisations professionnelles, etc.)	SD/SE	09/2019
Contracter au sein de l'UGPIa(le) responsable du « Ciblage et Genre » pour la durée du Projet, La durée complémentaire peut être contractée sur la convention d'AT avec le CNEA	UGP, CRDA	10/2019
Former l'équipe du projet sur l'approche genre et les modalités pratiques de son application dans le cadre du projet, en particulier pour l'implication des femmes et des jeunes dans le processus de développement des filières	UGP	11/2019
Renforcer les activités de communication sur le groupe cible du Projet et la stratégie de ciblage et diffuser le manuel de ciblage à tous les niveaux et auprès des acteurs et partenaires impliqués dans le Projet	UGP, CRDA	12/2019
Participation des femmes et des jeunes Veiller à la participation et la prise en compte des besoins des femmes et des jeunes dans l'élaboration et l'exécution des nouveaux plans d'affaires prioritaires ainsi que dans la réalisation des études filières et la formulation des Cadres-Action des filières	UGP	12/2019

Durabilité et transposition à plus grande échelle		
S'assurer que les études filières identifient clairement les acteurs privés (en particulier acheteurs) dans et au-delà de la zone du projet, afin de les impliquer activement dans tous les PAs qui seront développés	UGP	09/2019
Opérationnaliser au plus vite la convention de partenariat avec la Fondation Swisscontact pour répondre aux besoins en formation des groupes d'intérêt porteurs de projets dans le cadre des 3 PA élaborés	UGP	10/2019
Poursuivre l'identification et la mobilisation du secteur privé au travers des 3 PAs déjà mobilisés	UGP, CTEG Seniors	10/2019
Gestion du projet		
Organiser des réunions mensuelles de suivi de la mise en oeuvre, en collaboration avec la DGFIOP et des réunions hebdomadaires internes à l'UGP, sous la responsabilité du CRDA	CRDA, UGP	09/2019
Maintien du chef de service SE une période suffisante pour mieux encadrer le nouveau cadre de SE	CRDA	09/2019
Sur la base des informations du rapport de la situation de référence, mettre à jour les valeurs des indicateurs du cadre logique	UGP	09/2019
Organiser une retraite de 2 à 3 jours avec l'appui d'un consultant spécialisé en organisation et planification pour mieux clarifier les tâches des différents intervenants dans la structure de gestion et créer une ambiance de travail propice	UGP	10/2019
Etablir le PTBA 2020 en se basant avant tout sur les actions réalisables et prioritaires, sans nécessairement suivre à la lettre les lignes des COSTABS	UGP	10/2019
Suivre de près le processus de passation des marchés et des contrats et raccourcir les délais pour pouvoir récupérer les retards enregistrés dans la mise en œuvre des PTBA	UGP	10/2019
Mettre à jour la saisie des données physique et des indicateurs du cadre logique dans le système INJEZ et corriger les états d'édition relatifs au PTBA et son avancement et des états de consiliation des comptes	UGP, CNI	10/2019
Gestion et exécution financière		
Estimer ces contributions et de les inclure dans les rapports financiers du projet.	UGP	04/2018
Estimer la contribution des bénéficiaires et l'inclure dans les rapports financiers du projet.	UGP/arrondissements techniques	04/2018

Former la responsable financière du projet et trois autres membres de l'UGP sur le système INJEZ.	UGP/CNI	04/2018
Respecter les délais de paiement des fournisseurs Payer les fournisseurs dans les 45 jours à compter de la date de remise des factures	UGP	09/2018
Respecter les délais de transmission des rapports financiers et des DRF Respecter les délais de transmission prévus au niveau des accords de financement des rapports financiers et des DRF	UGP	09/2018
Révision de la modalité de communication entre le projet et les soumissionnaires 1- rédiger les demandes de clarifications 2- appeler le soumissionnaire et l'inviter à se présenter au Projet pour retirer la demande de clarification et envoyer en parallèle une copie par email 3- remettre le document au soumissionnaire ou son représentant contre la signature d'une décharge (cachet du soumissionnaire faisant foi) 4- inclure les communications dans le dossier l'évaluation.	comité d'évaluation	09/2019
Prise en compte de critères de performance pour les marchés combinant fourniture et installation et services, le cas échéant.	Membres impliqués dans la préparation des DAO	09/2019
Recrutement d'un responsable en passation des marchés	UGP	09/2019
Calcul des perdiems imputés sur les ressources du FIDA Calculer les perdiems imputés sur les ressources du FIDA sur la base du nombre de nuitées.	UGP	09/2019
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	09/2019
Procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements. Accélérer les procédures d'ouverture des crédits d'engagements et de paiements.	UGP, CRDA, UCC et Ministère des finances	09/2019
Mise à jour du registre des contrats	UGP	10/2019
Soumission de DRF Adresser au FIDA deux DRF, une pour le prêt et une pour le don.	UGP	10/2019
Formation sur les modalités de sélections et d'attribution – précisément le volet évaluation des offres	UGP	11/2019

<p>Soumettre une demande de retrait de fonds au FIDA avant le 31/12/2018 sur le prêt.</p> <p>Compte tenu des décaissements prévisionnels au niveau du plan de décaissement, il est prévu que le Projet réalise des paiements à hauteur de 0,3 MEUR d'ici la fin de l'année.</p>		
--	--	--

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée Portée du Projet: nombre de bénéficiaires touchés (ménages, hommes et femmes)	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages							Enquête de référence et finale, rapports d'activités		PMU	
	Membres des ménages			54 500	2 839	2 839	5.2				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés							Enquête de référence et finale, rapports d'activités		PMU	
	Ménages			14 000	728	728	5.2				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet							Enquête de référence et finale, rapports d'activités		PMU	
	Femmes			27 250	426	426	1.6				
	Hommes			27 250	2 413	2 413	8.9				
	Jeunes			700							
	Personnes autres que les jeunes										
Objectif du projet Les conditions de vie des populations rurales pauvres de la zone Sud de Siliana sont améliorées.	Pourcentage de ménages des zones d'intervention déclarant bénéficier de meilleures conditions de vie grâce au projet							Enquête de référence et finale, rapports d'activités	référence, MP et achèvement	PMU/FIDA	L'environnement économique du pays s'améliore.
	Households		10	30							
	1.2.8 Femmes déclarant une amélioration qualitative de leur régime alimentaire							Enquête de référence et finale, rapports d'activités	référence et achèvement	PMU/FIDA	
	Femmes déclarant une amélioration qualitative de leur régime alimentaire			5 400							
	Pourcentage			20							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif de développement Le développement durable et inclusif des filières et des terroirs correspondant permet l'amélioration du revenu des bénéficiaires.	Taux d'augmentation du revenu des bénéficiaires directs du projet.							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	Les agriculteurs et éleveurs adhèrent à l'approche du projet. Le cadre incitatif dans le domaine agricole est suffisamment attractif pour les jeunes.
	taux d'augmentation du revenu pour l'agriculture en irrigué		5	20							
	taux d'augmentation du revenu pour l'agriculture pluviale		15	50							
	2.2.1 Emplois nouveaux créés							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Bénéficiaire du travail - hommes										
	Emplois nouveaux		250	1 000							
	Bénéficiaire du travail - femmes										
	Bénéficiaire du travail - jeunes										
	Bénéficiaire du travail - personnes autres que les jeunes										
			125	500							
			125	500							
Effet direct Effet 1. Les acteurs locaux assurent la promotion de leurs filières tout en accroissant leur part de la valeur ajoutée.	Taux d'augmentation du chiffre d'affaires des bénéficiaires du projet							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	Appropriation de la démarche du projet par les différents acteurs des filières.
	taux d'augmentation du CA		10	35							
	2.2.2 Entreprises rurales appuyées signalant une hausse de leurs bénéfices							Enquêtes bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	
	Nombre d'entreprises			716							
	Pourcentage d'entreprises										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
				691							
				25							
	2.2.6 Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés et aux installations de transformation et de stockage										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux marchés		120	540							
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes		24	108							
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de transformation		120	540							
	Hommes										
	Femmes										
	Ménages déclarant une amélioration de l'accès physique aux installations de stockage		120	540							
	Hommes										
	Femmes		36	162							
	No de producteurs rapportant une augmentation de la productivité de leurs spéculations végétales ou animales							rapports d'enquête bénéficiaires	référence, MP et achèvement	PMU	
	producteurs et éleveurs		1 250	2 500							
	taux de productivité rapporté		10	30							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Produit Organisation des acteurs des filières	No de plateformes pour le développement des filières créées et fonctionnelles							rapports d'activités	annuel	PMU	Les acteurs des filières sont sélectionnés et mobilisés avec une méthodologie participative et un accompagnement rapproché.
	Nombre de plateformes de producteurs		2	5							
	No de plans d'affaires des groupements de producteurs (GDA-SMSA) établis et mis en oeuvre							rapports d'activités GDA-SMSA	annuel	PMU	
	plans d'affaires		40	120	3	3	2.5				
	2.1.3 Organisations de producteurs ruraux soutenues							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Organisations de producteurs ruraux soutenues		50	100							
	Tailles des organisations de producteurs										
	Hommes										
	Femmes										
	Jeunes										
Personnes autres que les jeunes											
Femmes occupent des postes de direction											
Produit Développement des activités économiques entre les acteurs des filières	2.1.6 Installations de commercialisation, transformation et stockage construites ou remises en état							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Installations de commercialisation construites ou remises en état										
	Installations de transformation construites ou remises en état										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Installations de stockage construites ou remises en état		4	8							
	No de contrats de commercialisation établis entre les groupements de producteurs et OP commerciaux										
	contrats de commercialisation		10	40							
	2.2.3 Organisations de producteurs ruraux ayant conclu des partenariats/accords formels ou des contrats avec des organismes publics ou privés							Enquêtes bénéficiaires	annuel	PMU	
	Nombre d'organisations de producteurs										
	Pourcentage d'organisations de producteurs		30	75							
	Femmes occupent des postes de direction										
	Nombre d'organisations de producteurs - culture										
	Nombre d'organisations de producteurs - élevage										
Produit Producteurs capables de gérer leurs activités selon la demande du marché.	% d'OP rurales fournissant des services améliorés à leurs membres							rapports d'activités	annuel	PMU	
	organisations de producteurs		30	75							
	2.1.2 Personnes formées à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Femmes		750	1 500							
	Hommes		500	1 000							
	Jeunes		500	1 000							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes autres que les jeunes										
Effet direct Effet 2. L'amélioration de l'environnement institutionnel et logistique permet le développement durable du territoire	Augmentation du volume d'investissements privés dans la zone du projet										L'environnement socio-économique et politique du pays est favorable.
	volume d'investissements privés		10	40							
	Politique 2 Nombre de plateformes opérationnelles multi-acteurs appuyées							rapports d'activités	Mi-parcours et achèvement	PMU	
	Nombre		2	5							
	1.2.1 Ménages faisant état d'un accès amélioré à la terre, aux forêts, à l'eau ou aux plans d'eau à des fins productives							Enquête ménages	post MTR	UGP	
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau		10	30							
	Taille des ménages indiquant avoir un meilleur accès à l'eau										
	Hommes										
	Femmes										
	Ménages faisant état d'un accès amélioré à l'eau		550	1 650							
	2.2.4 Membres des organisations de producteurs ruraux soutenus, déclarant la fourniture par leur organisation de services nouveaux ou améliorés										
	Nombre de membres des organisations de producteurs ruraux soutenus, déclarant la fourniture de services										

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2019)	Résultat cumulatif (2019)	Résultat cumulatif % (2019)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Pourcentage de membres des organisations de producteurs ruraux soutenus, déclarant la fourniture de services		30	75							
	Taille des organisations de producteurs										
	Hommes										
	Femmes										
Produit Dispositif d'appui conseil technico-économique et de gestion opérationnelle	No de conseillers technico-économiques et de gestion (CTEG) formés							rapports d'activités	annuel	PMU	Les agriculteurs et leurs formations adhèrent au dispositif d'appui mis en place par le projet
	conseillers CTEG	0	30	90							
Produit Mise à niveau des infrastructures nécessaires au développement des filières (pistes, périmètres irrigués, installations)	1.1.2 Terres agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état							rapports d'activités	annuel	PMU	
	Superficie en hectares		300	1 200							
	2.1.5 Kilomètres de routes construites, refaites ou améliorées							rapport d'avancement	annuel		
	Longueur des routes (km)		10	30							
Produit Les acteurs publics et privés engagent un dialogue de politique sur le développement des filières	No de propositions formulées par les groupes de travail issus des plateformes filières aux décideurs							rapport d'activités			Dialogue politique ouvert et plateformes filières capable de faire des propositions réalistes
	propositions des plateformes filières		2	6							



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Date du document 29/10/2019

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5163-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 1:

PROFITS

Prêt 2000001721 TN; Don n° 2000001722

Tableau 1A

Exécution des obligations de financement par source de financement au 31-08-2019 (en m 000' USD)

Source de financement	Montant approuvé (en 000' USD)	Décaissements (en 000' USD)	Solde (en 000' USD)	% décaissement
Prêt du FIDA	23 610	563	23 047	2,38%
Don du FIDA	500	2	498	0,49%
Gouvernement	7 635	358	7 277	4,69%
Bénéficiaires	2 544	0	2 544	0,00%
Total	34 289	923	33 366	2,69%

Tableau
1B

PROFITS

Prêt 2000001721 TN; Don n° 2000001722

Exécution des obligations de financement par source de financement et par composante au 31-08-2019 (en 000' USD)

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			Gouvernement			Bénéficiaires			Total		
	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%	Approuvé	Payé	%
A Promotion et valorisation des filières	8 982	252	2,81%	218	0	0,00%	2 184	0	0,00%	1 717	0	0,00%	13 101	252	1,92%
B Création de conditions favorables pour le développement des filières	13 432	29	0,21%	259	0	0,00%	2 984	0	0,00%	827	0	0,00%	17 502	29	0,16%
C Appui institutionnel	1 196	282	23,60%	23	2	10,65%	2 467	358	14,51%	0	0		3 686	643	17,44%
Total	23 610	563	2,38%	500	2	0,49%	7 635	358	4,69%	2 544	0	0,00%	34 289	923	2,69%

Cours moyen \$/TND 2,9276

PROFITS**Tableau 1C-a****Prêt 2000001721 TN; Don n° 2000001722****Décaissements du prêt FIDA au 31-08-2019 (en 000' €)**

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	DRF en instance (3)	Solde (1) - (2) - (3)	% décaissement (2)/(1)
Montant autorisé	0	2 000		-2 000	100,00%
1. Services de consultants	3 290	47		3 243	1,42%
2. Formation	850	0		850	0,00%
3. Equipement et matériel	5 560	241		5 319	4,34%
4. Véhicules	400	149		251	37,31%
5. Travaux de génie civil	9 350	0		9 350	0,00%
Non alloué	2 150			2 150	0,00%
Total	21 600	2 437	0	19 163	11,28%

PROFITS**Tableau 1C-b****Prêt 2000001721 TN; Don n° 2000001722****Décaissements du don au 31-08-2019 (en 000' €)**

Catégories	Allocation initiale (1)	Décaissement (2)	DRF en instance (3)	Solde (1) - (2) - (3)	% décaissement (2)/(1)
Montant autorisé		200		-200	100,00%
1. Services de consultants	460	2		458	0,34%
Total	460	202	0	258	43,82%



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Date du document 29/10/2019

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5163-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 1: Progrès physiques mesurés comparativement au PTBA

Etat d'exécution physique du projet PROFITS

Designation		Unité	Quantité totale	Qté-2019	%Exécution 2019	%Exécution cumulé	Pondération
C1: Promotion et Valorisation des filières					6	5	2
S/C1.1: Organisation de acteurs des filières dans les bassins de production							
A. Assistance plateformes filieres							
	Assistance plateforme filieres /a	h/mois	22	4	0	15	3
	Assistance plateforme filieres /b	h/mois	12	0	0	15	3
B. Sensibilisation							
	Réalisation des campagnes de sensibilisation /c	campagne	15			40	2
C. Constituer une base de connaissances sur les filières retenues							
	Analyse des filières et des marchés porteurs /d	étude	11	2	35	50	3
D. Diagnostic participatif de la filière et identification des interventions prioritaires							
	Diagnostic participatif des forces, faiblesses et opportunités d’action pour chaque filière et priorité /e	atelier	18	2	0	0	3
E. Ateliers participatifs de validation des actions prioritaires et création de la plateforme							
	Atelier de validation	atelier	9	4	0	0	3
	Elaboration participative d’un cadre d’action par filière et engagement des acteurs	atelier	9	4	0	0	3
F. Suivi participatif de la mise en œuvre du cadre d’action							
	Fonctionnement "en croisière" de la PF /f	forfait	75			0	3
	Suivi de la mise en œuvre du cadre d'action /g	réunion	40			0	2
S/C1.2: Développement des activités économiques entre les acteurs de la filère							
A. Identification des opportunités d’affaires entre partenaires intéressés							
	Information complémentaire sur le marché visé	h/jour	120				

B. Formulation participative des plans d'affaires							
	Préparation des plans d'affaires	atelier	120		4	4	
	Appui à la négociation / contractualisation/commercialisation	rencontre	120				
	Visites et échanges d'expérience avec d'autres structures	visite	40	8	25	25	2
C. Mise en œuvre, suivi et accompagnement des plans d'affaires: appui à la production et commercialisation							
	Filière cerises : fourniture et plantation de plants irrigués /a	ha	200	15	15	25	2
	Filière cerises : fourniture et plantation de plants pluvial /b	ha	160	15	15	25	2
	Filière pommes : fourniture et plantation de plants /c	ha	200	30	15	0	2
	Filière figues : fourniture et plantation de plants /d	ha	300			25	2
	Filière olives : fourniture et plantation de plants /e	ha	2 450	850	15	22	2
	Autre filières (arbo amande) : fourniture et plantation de plants /f	ha	1 000	150	15	24	2
	Autre filières (souek et noix) : fourniture et plantation de plants /g	ha	180	30	15	17	2
	Filière bovin lait : appui matériel laiterie (hygiène, collecte)	groupement	16	1	0		2
	Filière bovin lait : appui matériel fourrages (semis, fenaïson, stockage)	groupement	16	1	0		2
	Filière bovin lait :aquisitionBouvain Laitier			40	0		2
	Filière ovin viande : atelier collectif engraissement (animaux et aliments démarrage)	groupement	18	3	10	10	2
	Filière ovin viande : appui matériel fourrages (semis, fenaïson, stockage)	groupement	36	1	10	10	2
	Filières PFNL: zgougou	groupement	16				2
	Filières PFNL: miel	groupement	25	2	10	10	2
	Filières PFNL: romarin	groupement	18	1			2
	Appui à la commercialisation	unité	40	3			2
D. Mise à niveau et équipement de jeunes de la région							

	Préparation de cursus de formation de base et/ou mise à niveau de prestataires de services agricoles	formation	9	0			3
	Formation de base et/ou mise à niveau d'équipes de jeunes futurs prestataires de services agricoles	groupe	20	0			3
	Equipement (kit de départ) de ces PSA	kit	9				2
	Micro-entreprises de service	unité	25				2
E. Appui à la certification, labellisation et autres études							
	Etudes de faisabilité	étude	6	0			2
	Accompagnement des démarches des groupementst autres acteurs concernés	groupement	6	0			2
S/C1.3: Renforcement des capacités de valorisation des produits							
1.3.1.Renforcement des capacités de valorisation des produits							
A. Assistance technique							
	Expert agro-alimentaires	h/mois	24	0		15	3
	technicien agro-alimentaires	h/mois	20	0		15	3
	Consultant (TDR unistés de valorisation	h/mois		1	15	15	3
B. Mise à niveau d'abattoirs							
	1. Abattoir de Makthar						
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	1	0		2
	Equipement	lot	1				2
	Construction	unité	1				2
	Formation des operateurs /a	forfait	1				2
	Subtotal						
	2. Abattoir de Rouhia						
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	1	0		2
	Equipement	lot	1				2
	Contruction	unité	1				2
	Formation des operateurs /b	forfait	1				3

C. Création d'une unité de confiture et sechage de fruit							
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1				2
	Achat de terrain	forfait	1				2
	Construction	unité	1				2
	Equipements	lot	1				2
	Fonds de roulement	forfait	2				2
D. Création d'une unité de trituration des olives							
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	1	0		2
	Achat de terrain	forfait	1				2
	Construction y compris aire de stockage et de séchage des margines	unité	1				2
	Equipements	lot	1				2
	Fonds de roulement	forfait	2				2
E. Création d'une unité de trituration et mise en bouteille huile d'olive bio							
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	1	0		2
	Achat de terrain	forfait	1				2
	Construction y compris aire de stockage et de séchage des margines	unité	1				2
	Equipements	lot	1				2
	Fonds de roulement	forfait	2				2
F. Création de 2 unités de stockage frigorifique							
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	2	2	0		2
	Achat de terrain	forfait	2				2
	Construction	unité	2				2
	Equipements	lot	2				2
	Fonds de roulement	forfait	4				2
G. Création d'une unité d'extraction d'huile essentielle							
	Etudes de faisabilités technico/économique et environnementales	étude	1	1	0		2

	Achat de terrain	forfait	1					2
	Construction	unité	1					2
	Equipements	lot	1					2
	Fonds de roulement	forfait	2					2
Création d'un point de vente pour les produits de filière et de terroir								
H. Appui aux unités de valorisation des produits								
	Appui à la commercialisation	étude	6					3
	visites d'echange	forfait	6					2
	Participation aux foires	forfait	6					2
1.3.2.Renforcement des capacités des acteurs des filières								
A. Sensibilisation pour le développement d'une vision organisationnelle partagée								
	Sensibilisation, définition du projet professionnel du groupement /a	atelier	200	20	0			3
	Appui à la formalisation des groupements (GDA ou SMSA)	atelier	40	3	0			3
	Équipements et logistique de fonctionnement pour SMSA et GDA	forfait	23	3	0			2
	formation des membres des SMSA /b	forfait	4					3
B. Elaboration participative d'un plan de renforcement de capacités								
	Identification participative des besoins et élaboration participative des plans de formation	atelier	100	10	15	15		3
	Sélection/Evaluation des prestataires de services de renforcement de capacités	atelier	100					
C. Formation des agriculteurs /c		forfait	5	2	15	15		3
D. Operationalisation du CTE /d		experimen tation	885					2
E. Education et promotion des bonnes pratiques nutritionnelles (Contrat programme avec le PAM				1	15	15		2
	1. Mobilisation sociale pour le changement de comportement en faveur des bonnes pratiques nutritionnelles et d'hygiène /e							
	Organisation des événements médiatiques (radio, TV, théâtres)	nombre	25					
	Kits démonstrationculinaire au niveau ecoles et au niveau communautaire	kit	20					

	Démonstrations culinaires au niveau ecole	seance	250				
	Démonstrations culinaires au niveau GDA	nombre	250				
	Contribution aux campagnes de masse via la nutrition	campagne	5				
	2. Renforcement des capacités des formateurs						
	Elaboration d' un guide des animateurs (ML/PL) sur la promotion de l'alimentation	étude	1				
	Elaboration d' un guide des instituteurs traduit en langue locale sur la promotion de l'alimentation diversifiée et saine	étude	1				
	Formation des instituteurs/trices et animateurs/trices sur la promotion d'une alimentation diversifiée et saine	nombre	50				
	Transport, materiel de formation globalement pour la sous composante(materiel didactique)	forfait					
	3. Promotion des cultures maraicheres						
	Promotion des cultures maraichères au niveau des écoles /f	forfait					
	Promotion des cultures maraichères au niveau menages /g	nombre	250				
	4. Etude de reference pour la nutrition	étude	1				
C2: Création des conditions favorables pour le développement des filières					10	14	
S/C2.1: Mise en place du dispositif appui conseil							
	A. Assistance appui conseil						
	Assistance appui conseil /a	p/mois		4	15	15	3
	B. Conseiller en CTE-gestion	h/mois	240	15	10	10	3
	C. Identification des besoins des exploitations agricoles et des micro-entrepreneurs, en matière de conseil technique et de gestion,						
	Diagnostic participatif des besoins des acteurs des filières en conseil de gestion	étude	1				3
	Validation et présentation du diagnostic et des besoins identifiés et sensibilisation	atelier	6				3
	D. Etablissement d'un inventaire des prestataires d'appui-conseil et de leurs besoins de renforcement de capacités						

	Capitalisation des travaux menés par les administrations en charge de la formation /b	étude	1					2
	Recensement et information-sensibilisation locale des prestataires installés et associations de jeunes diplômés /c	unité	2					
	E. Mise à niveau des prestataires de services : conseil de gestion							
	Sélection formation et équipement des futurs responsables de cellules locales d'accompagnement	h/mois	5					3
	Sélection et formation initiale des conseillers de base	h/mois	40					3
	F. Mise à niveau des prestataires de services: appui socio-organisationnel /d	forfait	5					3
	G. Etablissement des partenariats entre acteurs / prestataires de services							
	Contrat-programme avec OEP	forfait	1	1	15	15		2
	Contrat-programme avec AVFA	forfait	1	1	15	15		2
	Contrat-programme avec Gfruit	forfait	1	1	10	10		2
	Contrat-programme avec GIVLait	forfait	1	1	10	10		2
	Contrat-programme avec ONH/ïo	forfait	1	1	10	10		2
	Contrat-programme avec APIA	forfait	1	1	10	10		2
	Contrat-programme avec UTAP	forfait	1					
	H. Elaboration des référentiels, guides et manuels							
	Etablissement et actualisation de la base de données de références technico-économiques	h/mois	6	2	0			2
	Etablissement d'un manuel méthodologique pour le CEF adapté à la zone du projet	h/mois	1					2
	I. Equipement de vulgarisation DVPPA	forfait	1	1	15	15		2
S/C2.2: Infrastructures publiques liées aux filières								
	A. Rehabilitation des périmètres publics irrigués							
0	1. Elaborer les études de faisabilités/APS, APD et DAO des PPI identifiés	forfait	1	1	80	80		2
	2. Remembrement des terres	ha	5 000			30		2
	3. Réhabilitation des périmètres publics irrigués							

	Forages de remplacement	forage	4	4	30	30	2
	Étude d'impact environnementale forages	étude	1				
	Piézomètres	unité	3				
	Stations de pompage /a	unité	6	6	15	15	2
	Réseaux et ouvrages de Génie Civil /b	ha	1 130	242	10	10	2
	Equipement d'économie d'eau à la parcelle	ha	600	100	10	10	2
	accès aux PPI						
	Aménagement des accès aux PPI	km	30	5	10	10	2
	Contrôle des travaux d'aménagement des pistes			1	10	10	2
	Etudes d'Aménagement des accès aux PPI	étude	1	1	5	5	2
	4. Formation des irrigants et des GDA /c	forfait	5	1	15	15	3
	B. Protection des PPI et des infrastructures par des ouvrages de CES						
	1. Etudes						
	Etudes hydrogéologiques et de recharge des nappes	étude	1			30	2
	Etude de faisabilités/APS, APD et DAO des périmètres d'épandage	étude	1			50	2
	Etude de faisabilités/APS, APD et DAO des lacs collinaires /d	étude	3			65	2
	Mission de Maîtrise d'œuvre des travaux	ff		1	5	5	2
	2. Ouvrages de recharge des nappes	unité	20	20	15	15	2
	3. Réhabilitation des périmètres d'épandage	ha	1 200	1 800	0		
	4. Réalisation des lacs collinaires	lac	3	3	15	15	2
	etude de protction du lac garia	étude		1	0		
	control des trvaveau de construction des lac	FF		1	15	15	2
C3: Coordination, gestion du projet et dialogue politique					11	37	
	A. Assistance technique et gestion des savoirs						
	Assistance CT à la demande	h/mois	4	1	10	10	3
	Expert en gestion de projet	h/mois	18	0			3
	Innovation, gestion connaissances, site web	forfait					3

	Suivi-évaluation, situation de reference et achèvement du projet	étude	3		1	30	3
	Atelier de démarrage	atelier	1			100	2
	B. Formation et renforcement des capacites /a	forfait	8	3	15	15	3
	C. Dialogue sur les politiques liées aux filières	forfait	6	1	10	10	3
	D. Etude strategique changement climatique /b	étude	1		0	0	3
	E. Etude d'evaluation du remembrement (niveau national) /c	étude	1	1	15	15	3
	F. Equipement & logistique						
	1. Véhicules						
	Véhicule tout terrain	unité	12	5	0	60	2
	Véhicule léger	unité	2			200	2
	Minibus	unité	1			100	2
	2. Equipements informatique, GIS et bureautique	lot	15	3	15	50	2
Avancement projet					8%	15%	



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Date du document 29/10/2019

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5163-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 3: Respect des dispositions de l'Accord de financement: Etat d'avancement

Section	Disposition	Objectif/Date prévue	État d'avancement/Date	Observations
Section 7.02	b. Ouverture des comptes désignés	Avant le premier décaissement	Deux comptes désignés sont ouverts à la BCT (prêt FIDA, don FIDA) et alimentés fin 2017.	
Section 4.02	Les fonds de contrepartie pour la première année ont été inscrits dans la loi de finances de l'Emprunteur	Avant le premier décaissement	Les budgets 2017 et 2018 sont inscrits dans le budget	
Section 7.01	Approbation du 1 ^{er} PTBA	Avant le premier décaissement	Le PTBA 2017 soumis et approuvé par le FIDA	
	b.1. Soumettre un PTBA au FIDA au plus tard 60 jours avant le début de l'année considérée	60 jours avant le début de l'année considérée	Le PTBA 2018 a été soumis par l'UGP et approuvé par le FIDA	
Section D	Ratification de l'accord de financement	Avant l'entrée en vigueur	Accord ratifié	
Annexe 3.1	Le Manuel de procédures du Projet a été validé conformément aux dispositions du présent Accord	Avant le premier décaissement	Le manuel a été remis au FIDA et a fait l'objet de non objection	
Section 7.11	Mettre en place un système de S&E performant	Un an maximum à compter de l'entrée en vigueur	Le système INJEZ est fonctionnel et les données du projet sont saisies.	
Annexe 3.2	Recrutement et affectation du personnel du projet	Avant le premier décaissement	Le personnel clef est en place (coordinateur, responsable SE, responsable planification et responsable financier)	
Section 7.08	L'Emprunteur assure contre les risques les biens et constructions utilisés dans le cadre du projet		Seuls les véhicules sont assurés.	
Section 9.02	Présentation d'états financiers annuels dans un délai de 4 mois après la clôture de chaque année fiscale.	Avant fin avril de chaque année	Le premier rapport dû est celui de 2018, à remettre avant le 30 avril 2019. Non effectué	
Section 9.03	Présentation du rapport d'audit annuel au FIDA au plus tard dans les six mois suivant chaque année fiscale	Avant fin juin de chaque année	Le premier rapport d'audit est celui de 2018, il est dû avant le 30 juin 2019 et il n'est pas encore remis au FIDA.	



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Rapport de supervision

Appendice 4: Analyse technique de fond

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Date du document 29/10/2019

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5163-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 4: Matrice de suivi des principales recommandations et partenariat

4.1 TABLEAU de Bord de suivi des recommandations du PROFITS-Siliana

actualisé le : 10/09/2019

activité	situation	actions à prendre	échéance	responsables directs et indirects	commentaires / avancement
Convention avec le CNEA	gré à gré entre le CRDA et le CNEA justifié par : (i) AO infructueux; (ii) retards enregistrés de plus de 2 ans (iii) paiement au CNEA seulement des frais de gestion de l'AT sur les ressources du don, (iv) précédent : il existe une circulaire du MARHP acceptant le gré à gré avec CNEA	Présentation de la convention finalisée à la Commission Régionale des Marchés	30 septembre 2019	Commissaire CRDA et Coordinateur PROFITS	La non-mobilisation de l'AT à très court terme pourrait entraîner la suspension du projet, faute des ressources humaines pour mettre en œuvre le projet
Recrutement de l'AT et du personnel de l'UGP	la convention avec le CNEA décrit les profils nécessaires en termes d'AT : appui à la planification/responsable filières/responsable ciblage/responsable communication/responsable PM/Ingénieur des travaux/expert en gestion de projet	recruter les AT et les experts décrits dans la convention dans les meilleurs délais	31 octobre 2019	Coordinateur PROFITS; Sous-directeur SDDLPF; chef service SDL	idem

Conventions de partenariat avec OEP et PAM	Les deux conventions n'ont été ni approuvées ni rejetées par la Commission Supérieure des Marchés du fait que les conventions de partenariat ne sont pas des marchés. Elles sont actuellement au niveau central (DG de la législation). La réunion du lundi 9/9 a autorisé leur signature par le CRDA sous réserve de quelques modifications	Signer les conventions et les mettre en vigueur dans les meilleurs délais	20-sept-19	Commissaire CRDA, DG OEP et Directrice PAM	Le retard de signature risque d'affecter la pertinence de ces conventions
Conventions de partenariat avec autres opérateurs	les conventions avec AVFA, GIVLait, GiFruits, IO, et ONH ont été finalisées pendant la mission de septembre en lien avec les partenaires	Sur la base de la démarche utilisée pour l'OEP, présenter et signer les conventions avec les opérateurs envisagés	30-oct-19	Commissaire CRDA; Coordinateur PROFITS ; Sous-directeur SDDLPF; chef service SDL	Pas de convention préparée avec ODNO. Utilité de ce partenariat? Si oui à inclure dans la liste
Contrat de prestation pour le suivi des travaux	les arrondissements du CRDA sont en sous-effectif et sont en incapacité de fournir les appuis nécessaires au PROFITS pour la préparation des AO, leur suivi et le suivi des travaux	finaliser les termes de référence pour le recrutement d'un bureau d'études pouvant pallier le CRDA	30 septembre 2019	Coordinateur PROFITS, S/D xxx, avec appui de Fathi Goucha	en attendant le recrutement du BE, mobilier des RH dans le cadre de la convention avec le CNEA

Abattoirs	<p>les deux abattoirs programmés à Makthar et à Rouhia ne sont toujours pas inscrits dans le plan national malgré diverses démarches du Gouverneur et en particulier un courrier au Premier Ministre, resté sans réponse jusqu'à présent.</p> <p>Mr. le Chef de Cabinet du MARH a confirmé à la mission que le décret (n° 2010-360 du 1er mars 2010) relatif au plan directeur des abattoirs n'est plus en vigueur, et la réalisation des abattoirs prévus dans le cadre du PROFITS (à Rouhia et à Makthar), ne nécessite pas leur inscription dans ce Plan.</p>	<p>organiser une réunion du conseil régional sous la Présidence de Mr. Le Gouverneur avant fin septembre 2019 pour autoriser la construction et l'aménagement des abattoirs comme prévu.</p> <p>Un calendrier détaillé pour les études et la construction est nécessaire avec un suivi rigoureux pour ne pas déborder la date d'achèvement du projet.</p>	30 Octobre 2019	Commissaire CRDA et Coordinateur PROFITS en lien avec le Gouverneur et le MARHP	Ceci est un dossier très politique à traiter avec beaucoup de prudence
Unités de valorisation et de transformation des produits agricoles	<p>Le PROFITS a prévu 2 unités frigorifiques et 4 unités de transformation de produits agricoles à gérer par les SMSA.</p> <p>Les études technico-économiques de ces unités de valorisation n'ont pas encore démarré et l'initiation de renforcement des capacités des organisations socio-professionnelles n'a pas encore eu lieu à ce jour</p>	D'ici la mi-parcours, revoir l'opportunité de la mise en place de ces infrastructures, compte tenu de la capacité des SMSA et du temps restant pour mettre en œuvre le projet	mars-20	UGP, CRDA et MARH	

PPI	1200 ha programmés dans le Document de projet / nombre d'ha possibles autour de 700 ha seulement	dresser un bilan précis des périmètres à réhabiliter	15 octobre 2019	CRDA	
Pistes	actuellement 30 km sont programmés dans le projet mais demande plus importante	préparer les études pour 60 km de pistes dans le scénario où il est décidé à la mi-parcours de financer plus de 30 km de pistes	15 octobre 2019	Coordinateur, responsable planification, CRDA ; avec appui Fathi Goucha	
Plans d'Affaires (PA)	4 PA ont été initiés ; 3 ont été finalisés pendant la mission de septembre ; 1 doit être repris sur des bases différentes	signer les 3 PA finalisés avec l'appui de la mission ; Accompagner le groupement d'éleveurs du CRS AATOD pour créer/s'inscrire dans une structure éligible au financement par le projet contacter Swisscontact pour organiser la formation des bénéficiaires ; et lancer les AO pour l'achat du matériel	15 octobre 2019	Chef service SDL, en attendant arrivée chef service SPF, avec l'appui perlé appui à distance de l'AT	

AGR	des contacts ont été initiés avec la DRAS pour soutenir des familles nécessiteuses avec des AGR dans les filières prioritaires de PROFITS ; un premier lot de 20 AGR	finaliser un accord de partenariat entre PROFITS et la DRAS ; sélectionner les familles nécessiteuses et préparer les AGR à financer	30 octobre 2019	Sous-directeur SDDLPF; Chef service SDL, en attendant arrivée chef service SPF, avec l'appui perlé appui à distance de l'AT	
Appuis aux jeunes diplômés	le projet a pris des contacts avec Espace-Entreprendre qui aide les jeunes diplômés à monter des plans d'affaires pour la création de micro-entreprises	préparer une convention avec le Bureau régional du travail indépendant (BRETl)	15 octobre 2019	Coordinateur PROFITS; Sous-directeur SDDLPF; chef service SDL	

<p>Organisation de l'UGP</p>	<p>la mission a noté un manque de communication entre les membres de l'équipe, ce qui provoque des frustrations et des blocages sur certains dossiers ; une amélioration de la communication entre le coordinateur et le CRDA est également nécessaire ; ceci est d'autant plus important que l'équipe doit s'élargir rapidement avec le recrutement d'AT dans le cadre de la convention CNEA</p>	<p>mobiliser un expert dans le cadre de la convention avec le CNEA pour aider l'équipe à définir son organisation, clarifier les rôles des uns et des autres, améliorer la communication dans l'équipe (réunions hebdo)... organiser une retraite pour créer l'esprit d'équipe au sein de l'UGP ; envisager des échanges avec d'autres projets soutenus par le FIDA comme PRODEFIL</p>	<p>30 novembre 2019</p>	<p>CRDA et coordinateur</p>	
-------------------------------------	---	--	-------------------------	-----------------------------	--

<p>Revue à Mi-Parcours</p>	<p>vu le faible avancement du projet et le peu de perspectives en termes de travaux, la RMP sera déterminante pour déterminer l'avenir du projet</p>	<p>programmer la RMP dans 6 mois pour laisser au projet la possibilité de mettre en œuvre les recommandations ci-dessus ; organiser des revues du projet mensuelles par la DGFIOP et le FIDA ; Des propositions internes sont à préparer par le PROFITS compte tenu de la réduction des PI et des décisions sur les abattoirs et les UV, en janvier 2019, avant l'arrivée de la mission à mi-parcours</p>	<p>mars 2020</p>	<p>coordinateur ; FIDA</p>	
-----------------------------------	--	---	------------------	----------------------------	--

4.2 : Avancement des conventions de partenariat

- **Convention avec le Centre National des Etudes Agricoles (CNEA)** : elle encadre une mission d'assistance technique externe visant à répondre, via la mobilisation d'un panel d'experts : (i) au marché d'AT déclaré infructueux en janvier 2019 ; (ii) aux besoins de renforcer l'équipe de l'UGP en matière de spécialiste filière, ciblage et genre, passation des marchés et communication ; et (iii) à l'impossibilité de mobiliser des « CTEG Seniors » dans le cadre d'autres conventions avec les autres partenaires du projet.

Le CNEA est ainsi chargé de mobiliser des consultants qualifiés dans les domaines suivants : (i) gestion de projet en particulier en matière de programmation opérationnelle, de passation de marchés, de communication, de ciblage et de suivi-évaluation ; (ii) approche filière, animation des plateformes filières et facilitation de relations commerciales entre acteurs des filières ; (iii) encadrement à la mise en place des unités de valorisation agroalimentaire ; (iv) mise en place d'un dispositif d'appui-conseil technico-économique et organisation d'un service d'appui socio-organisationnel aux organisations de producteurs ; (v) renforcement des capacités des GDA et SMSA, formation, élaboration et accompagnement à la mise en œuvre de leurs projets professionnels ; et (vi) suivi et contrôle des travaux de génie rural et de génie civil.

Cette assistance technique externe sera mobilisée de manière permanente, séquentielle ou ponctuelle en fonction des besoins du projet. Les termes de référence des principaux profils ont été préparés pendant la mission et annexés à la proposition de convention avec le CNEA.

- **Conventions avec les partenaires techniques (OEP, GIFruits, Institut de l'Olivier)** : ces conventions ont pour objectif de mobiliser les ressources et les compétences de ces organismes pour fournir un appui complémentaire à l'UGP en plus de l'expertise externe recrutée au travers de la convention avec le CNEA. Il est attendu que les partenaires technique apportent : i) un appui technique - notamment pour la préparation et le suivi des PAs, pour l'animation des Groupes Paysans d'Echanges et d'Expérimentation (GPPE) ; ii) un appui au développement des filières - notamment pour l'amélioration des parcours et des ressources fourragères, l'amélioration de la conduite et des itinéraires techniques, la sensibilisation aux bonnes pratiques d'hygiène et de sécurité, la labellisation des produits, etc. ; iii) un appui à l'animation des PFL – notamment la sensibilisation des acteurs et la participation à l'élaboration des CAF et ; iv) un appui en matière de commercialisation des produits agricoles – notamment par la facilitation de la mise en relation des producteurs et des metteurs en marché.

L'ensemble de ces conventions, à l'exception de celle de l'OEP qui est déjà finalisée et en attente de signature au MARHP, ont été discutées avec les intéressés et révisées au cours de la mission. Les versions finales ont été transmises à l'UGP.

- **Le partenariat avec GIVLait** n'est pas envisageable en l'état actuel des discussions. En effet GIVLait, qui dispose de très peu de ressources, demande le financement de 2 cadres, un cadre national basé à Tunis et un cadre régional installé à Siliana, ainsi que l'achat de deux véhicules. Dans ces conditions la question de la valeur ajoutée et de la durabilité des interventions du GIVlait est clairement posée.
- **L'intérêt d'un partenariat avec l'Office National de l'Huile (ONH)** est également conditionné à la clarification de sa stratégie d'intervention dans le Nord-Ouest qui n'est pas explicitement détaillée en particulier son projet de création d'un centre régional de l'ONH à Siliana, censé être inauguré en novembre prochain. Tout projet de partenariat devra s'appuyer sur une compréhension claire des appuis tangibles que l'ONH peut apporter pour le développement de la filière oléicole dans la zone de projet.

Le partenariat avec l'Agence de Vulgarisation et de Formation Agricole (AVFA) est toujours en négociation dans la mesure où le contenu des actions de l'AVFA et les moyens à mettre disposition par le projet demandent à être précisés. Lors d'une réunion tenue au cours de la mission le CRDA et l'AVFA ont convenu de tenir de nouvelles réunions pour arriver à finaliser le projet de convention d'ici au 12 octobre prochain. En l'absence de compromis à cette date, le partenariat avec l'AVFA devra être abandonné.



Investir dans les populations rurales

Tunisie

Siliana Territorial Development Value Chain Promotion Project

Rapport de supervision

Appendice 5: Préparation et planification de la mission, mandat, calendrier et personnes rencontrées

Dates de mission: 2-13 septembre 2019

Date du document 29/10/2019

Identifiant du projet 2000001159

Numéro du rapport: 5163-TN

Proche-Orient Afrique du Nord Europe et Asie centrale
Département de la gestion des programmes

Appendice 5: Préparation de la mission; TDRs, Planning, Personnes rencontrées

5.1 Termes de référence de la mission

Terms of Reference for Consultants and other persons hired by IFAD

under a non-staff contract

PROFITS-Siliana

Consultant ☒ Intern ☐ Fellow ☐ Conference Service ☐

Date	04 mai 2019
Full Name:	Messrs. Zine El Abidine Ghoudi, Thomas Cazalis, IsabelleLagaillarde-Degeorge <i>du 1^{er} au 7 septembre</i> , FathiGoucha, AbederrahmaneBenboubaker, et Rym Ghazali
Specialization:	Gestion de projet et SE, Filières, génie rural, organisation paysanne et ciblage, et passation des marchés
ExpectedStartDateof Assignment:	2 septembre 2019
Expected End Date of Assignment:	13 septembre 2019
Total number of working days (max. 240 in a 12-month period):	12 days
Division/Department:	NEN
Location/Lieu:	Tunisie: Siliana et Tunis
Reportsto (name and title):	Mr. Philippe Remy, Directeur-Pays

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES ET OBJECTIFS À RÉALISER

Activitésattendues:

Contexte

Le Projet de promotion des filières pour le développement territorial de Siliana (PROFITS) a été approuvé en décembre 2016 par le Conseil d'administration du FIDA, l'accord de financement a été signé en janvier 2017 et a été approuvé par l'assemblée des peuples en mai-2017. Il est entré en vigueur en date du 13 juin 2017.

Le coût total du projet, d'une durée de six ans, est estimé à 34,2 millions d'USD. Le FIDA contribue au financement du projet avec un montant de 24,1 millions de dollars US, sous forme d'un prêt de 21,6 millions d'Euros et d'un don de 0,46 million d'Euros. L'objectif global du projet est d'améliorer les conditions de vie des populations rurales vulnérables dans la zone Sud de Siliana, notamment par de nouvelles opportunités d'emploi durables grâce à la valorisation des possibilités de développement rural par le biais des filières. Il cible directement 54.500 habitants. Toutes les conditions de décaissement sont satisfaites et les comptes désignés ont été alimentés à concurrence de 2.000.000 euros pour le prêt FIDA et 200.000 euros pour le don FIDA.

La dernière mission de supervision a eu lieu en septembre 2018 et une mission d'appui pour l'élaboration d'un manuel de ciblage et appuyer l'UGO dans la préparation des plans d'affaire et l'élaboration du manuel technique a eu lieu en janvier 2019. Les principales recommandations de la dernière supervision ont porté sur :

- Adapter dès maintenant l'approche d'intervention du projet et initier la préparation de quelques plans d'affaires et la réalisation des activités prioritaires parallèlement à la constitution progressive des plateformes filières: novembre 2018;
- Accélérer le processus de recrutement de l'AT. Au cas où le processus en cours est non fructueux, procéder au recrutement d'une AT séquentielle pour répondre aux besoins prioritaires en appui à l'UGP, en adoptant les procédures simplifiées pour des montants inférieurs à 50.000 euros: décembre 2018;
- Accélérer l'affectation ou le recrutement sur le marché, du personnel clé manquant dans l'UGP, en particulier un responsable filière, un spécialiste en passation des marchés, un cadre en ciblage en genre, et un responsable de la communication, décembre 2018;
- Finaliser la préparation du manuel technique de mise en œuvre du projet et du manuel de ciblage et initier le renforcement des capacités des cadres de l'UGP et des organisations paysannes par la formation dans les domaines prioritaires, approche filière, ciblage et genre et communication en particulier: janvier 2019;
- Corriger les anomalies techniques du logiciel « INJEZ » de SE et adapter les états d'édition de l'application pour produire des rapports techniques et financiers contractuels fiables et à temps: décembre 2018;
- Accélérer la finalisation des conventions de partenariat, prévues en 2018 et démarrer leur mise en œuvre, en particulier avec l'OEP, l'ONH, l'IO, le PAM et l'AVFA: décembre 2018;
- Comprimer les délais de processus de passation des marchés qui semblent très longs et se conformer aux délais contractuels de paiements des factures des prestataires à temps; octobre 2018.

Le taux actuel de décaissement est de 10% sur le prêt et de 44% sur le don.

Mission de supervision/Objectif

Afin d'assurer un bon démarrage du projet, le FIDA a effectué une mission de supervision en septembre 2018 et trois missions d'appui en mai 2017, février 2018, et janvier 2019. La présente mission, qui sera la 2ème supervision, se rendra à Silianadu2 au 13 septembre 2019 avec pour objectifs, l'examen de l'état d'avancement cumulé et du PTBA-2019 du projet, l'analyse des résultats atteints et des contraintes rencontrées, et l'appui de l'équipe du projet pour mieux atteindre les objectifs assignés.

Les tâches assignées à la gestion financière seront définies par la Division financière FMD et feront l'objet de Termes de références et d'un contrat séparés.

Tâches globale de la mission

Durant cette mission de supervision, les consultants auront à mener les tâches globales suivantes:

- Examen d'ensemble de l'avancement physique et financier et institutionnel de l'exécution du projet et l'analyse des écarts;
- Etablissement, pour chacune des composantes et sous-composantes, d'une situation des progrès accomplis en fonction des produits et réalisations prévus dans le rapport de conception et le cadre logique du projet et l'identification des contraintes et des recommandations nécessaires à leur exploitation rationnelle;
- Appréciation de la mise en œuvre de l'approche de ciblage adoptée en conformité avec le manuel de ciblage et les directives du FIDA en matière de ciblage;
- Etablissement, du niveau d'avancement physique et financier du dernier PTBA-2019 tout en analysant les contraintes rencontrées lors de la mise en œuvre des activités programmées;
- Suivi des recommandations des dernières missions d'appui et de supervision qui ont eu lieu en janvier 2019 et septembre 2018;
- Concernant les aspects fiduciaires et de passation des marchés du projet, passer en revue un échantillon représentatif des marchés et des conventions, et surtout ceux en-dessous du seuil défini pour les soumissions éligibles à la procédure des relevés de dépenses;

Mr. REMY, Directeur-Pays, dirigera la mission et sera responsable de la conduite des discussions avec les autorités impliquées dans la mise en œuvre du programme pays du FIDA en Tunisie. Il sera

également responsable de la cohérence des recommandations de la mission, coordonnera le travail de l'équipe de supervision et conduira les discussions pendant la réunion de restitution. Il supervisera la relecture de l'Aide-Mémoire avant sa finalisation et validera le document avant sa présentation au Gouvernement ainsi que les notes sur la performance du projet.

Tâches spécifiques des consultants

Les tâches et responsabilités de chacun des membres de la mission ont décrites ci-dessous:

Mr Zine El Abidine Ghoudi¹, Chef de mission technique

En plus des tâches globales susmentionnées et de sa responsabilité de coordination de tous les travaux de la mission, production du rapport de supervision et de l'aide-mémoire selon le format exigé par le FIDA, Mr Ghoudi sera spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- Organiser et coordonner les travaux techniques de la mission, répartir les tâches entre les différents membres de la mission, coordonner toutes les contributions et en assurer la cohérence;
- En concertation avec les différents membres de la mission, analyser les écarts entre réalisations et prévisions contenues dans le rapport de conception le PTBA et analyser / apprécier les raisons des éventuels écarts;
- Examiner l'organisation globale de la structure de gestion du projet, ainsi que les recrutements complémentaires et la disponibilité des ressources humaines et matérielles nécessaires, en confrontation avec les prévisions du rapport de conception;
- Examiner l'état d'avancement du PTBA-2019 et des dossiers de recrutement de l'AT et de la préparation de la situation de référence;
- Suivre et apprécier l'état d'avancement des recommandations des dernières missions d'appui et de supervision;
- Examiner la fonctionnalité du système de suivi-évaluation INJEZ et l'intégration des indicateurs du cadre logique et leur suivi tel que saisi dans ORMS;
- Analyser la cohérence entre les prévisions du PTBA 2019 et de son PPM d'une part et d'autre part l'exécution des réalisations du projet et la qualité de la gestion du projet;
- appuyer la complémentarité et la synergie avec les autres intervenants, en particulier avec le PAM pour l'appui aux cantines scolaires ;
- Sur la base des contributions des différents consultants, rédiger le rapport de supervision et consolider l'aide-mémoire, tout en veillant au respect du format et du contenu exigés par les formats du FIDA (ORMS).

Mr. Thomas CazalisSpécialiste en approche filières

Le consultant sera spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- Apprécier le niveau de mise en œuvre des études filières en cours dans le cadre du projet;
- Analyser la mise en œuvre de l'approche filière proposée par le rapport de conception, en particulier en relation avec les moyens humains et matériels disponibles et affectés au;
- Evaluer l'état (quantité et qualité) d'exécution des activités liée aux filières animales et végétales, en particulier les abattoirs, et identifier les contraintes et les recommandations nécessaires;
- Apprécier le niveau de prise en charge des recommandations des dernières mission FIDA concernant les aspects filières animales et végétales et élaborer des recommandations pour améliorer et accélérer la mise en œuvre;
- Donner un appui méthodologique et opérationnel aux structures techniques et de gestion du projet pour mieux consolider la mise en œuvre des activités du projet et des plans d'affaire découlant du processus de concertation entre les différents partenaires;

¹ The consultant is already under retained contract with IFAD as Focal Point for Tunisia from 1st February to 31 Dec. 19

- Appuyer la structure de gestion du projet à explorer le potentiel d'implication des opérateurs privés dans une démarche de prise de risque et co-investissement avec des structures paysannes pour la mise en œuvre des plans d'affaires;
- Contribuer à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les appendices nécessaires tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission, au respect du format et du contenu du rapport de supervision du FIDA en la matière.

Mme Isabelle Lagaille-Degeorge, Spécialiste en plans d'affaires

NB: Mme Isabelle Lagaille-Degeorge ne sera présente que du 1^{er} au 7 septembre

La consultante sera plus spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- En lien avec Mr, Ben Boubaker, compléter l'appui apporté en janvier sur le manuel d'opérations en évaluant son niveau d'application par l'équipe et en proposant des améliorations du document pour son opérationnalisation, en concertation avec l'UGO ;
- Poursuivre l'appui des membres de l'UGO dans la mise en œuvre de ce manuel;
- La mission de Janvier avait permis aussi de définir des premiers plans d'affaires: la consultante, en lien avec Mr Cazalis, établira et analysera l'état d'avancement de ces plans d'affaires initiés en 2019, et fera des propositions d'amélioration pour leur mise en œuvre;
- En lien avec Mr Cazalis, et sur la base des études filières, proposer des nouveaux plans d'affaires potentiels et produira la méthodologie pour leur mise en œuvre
- Donner un appui à l'équipe du projet pour mieux identifier et assurer le fonctionnement des plateformes/réseaux des filières et impliquer le secteur privé et socio-professionnel au niveau des différents maillons des chaînes de valeur;
- Contribuer à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les appendices nécessaires tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission, au respect du format et du contenu du rapport de supervision du FIDA en la matière.

Mr. Ben Boubaker, Spécialiste en organisation paysanne, ciblage et promotion de la micro-entreprise

Le consultant sera plus spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- Évaluation quantitative et qualitative de l'état d'avancement physique, financier et budgétaire de chacune des activités génératrices de revenus (y compris la convention avec la direction régionale des affaires sociales) et organisation paysanne, ainsi que de leur effet et impact direct et indirect sur les bénéficiaires et sur l'environnement socio-économique de la région;
- Appréciation du niveau de cohérence du ciblage et genre des bénéficiaires et de l'approche genre adoptées par le projet en confrontation avec le manuel de ciblage élaboré en janvier 2019, avec la stratégie de ciblage du FIDA, en particulier, les petits agriculteurs, les femmes et les jeunes et de la portée du Projet en termes de bénéficiaires directs/indirectes;
- Evaluation des aspects institutionnels et de renforcement de capacités relatifs à l'organisation de la population et l'appréciation du niveau de fonctionnalité et de durabilité de ces structures (GDA/SMSA en particulier);
- Evaluation du niveau de concrétisation des partenariats entrepris par le projet, des performances des conventions établies avec les diverses structures gouvernementales et non gouvernementales;
- Exploration de la possibilité d'un partenariat avec DRAS et CRSS à l'image de ce qui est programmé sur IESS-Kairouan ;
- En lien avec Mme Lagaille, compléter l'appui apporté en janvier sur le manuel d'opérations en évaluant son niveau d'application par l'équipe et en proposant des améliorations du document pour son opérationnalisation, en concertation avec l'UGO ;

- Appuyer les structures de gestion du projet, dans la finalisation de l'approche d'identification et de consolidation des innovations et de nouvelles pratiques générées dans le cadre de la mise en œuvre des activités communautaires et micro-entreprises;
- Contribuer à la rédaction du rapport de mission et en fournissant dans les temps impartis au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les Appendices nécessaires, tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission au respect du format et du contenu du rapport de supervision du FIDA en la matière.

Mr. FethiGoucha, Ingénieur Rural, Spécialiste en hydraulique agricole et infrastructure de base

Le consultant sera plus spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- Evaluer l'état (quantité et qualité) d'exécution des ouvrages et équipements, et des infrastructures de base et de production (cumulé et PTBA-2019), et identifier les contraintes et les recommandations nécessaires à leur exploitation rationnelle et durable, et apprécier les effets de ces réalisations;
- Examiner les aspects institutionnels relatifs à l'organisation de la population et l'appréciation du niveau de fonctionnalité et de durabilité de ces structures et analyser le niveau d'organisation sociale et professionnelle des bénéficiaires des infrastructures hydrauliques et dégager les performances et les contraintes ainsi que leur impact sur la gestion durable des ressources en eau;
- Appuyer les membres de l'UGO dans la finalisation des tdr et DAO pour les infrastructures de base et hydrauliques planifiées, en particulier les pistes d'accès, les PI et la création et aménagement des abattoirs;
- Suivre et apprécier l'état d'avancement des recommandations des dernières missions de supervision, en ce qui concerne les aspects en charge;
- Apprécier les effets du changement climatique et du SCECAP;
- Contribuer à la rédaction du rapport de mission en fournissant dans les temps impartis au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les Appendices nécessaires, tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission au respect du format et du contenu du rapport de supervision du FIDA en la matière.

Mme Rym Ghazali, Spécialiste en passation des marchés

En plus des tâches globales, susmentionnées, le consultant sera plus spécifiquement responsable des tâches suivantes, la liste n'étant pas limitative:

- **Ressources Humaines:** Fournir une description sommaire de la capacité en ressources humaines de l'unité d'exécution (UGO), la disponibilité du personnel dédié à cette tâche et la pertinence en termes de qualifications et l'expérience de dotation. Vérifier la disponibilité du manuel de procédures du projet (manuel des achats ou section dédiée aux marchés publics dans le Manuel de procédures du Projet, PIM).
- **Plan de Passation des marchés:** revoir l'avancement du PPM pour l'année en cours et tenir compte de ce qui suit : qualité du plan et vérification de l'inclusion de toutes les étapes nécessaires (par catégories de marchés: biens, travaux et services pour consultation], modes corrects, revue a priori ou post revue, établissement d'un calendrier réaliste, lignes budgétaires prévues, cohérence avec le PTBA (délais d'approvisionnement pris en compte dans le PTBA et vice versa) et fournir des commentaires/suggestions pour améliorer la qualité du PPM et sa présentation. Si la version actuellement mise en œuvre est celle approuvée par le FIDA, proposer des mises à jour du plan. Vérifier que le plan est bien utilisé comme un outil de gestion effectif (avec mises à jour d'état d'exécution régulière; et amendement pour les demandes additionnelles ou modifiées, si besoin).
- Apprécier les procédures de passation des marchés en termes d'efficacité et de transparence et la conformité avec les Directives du FIDA,
- Vérifier la **tenue du registre des contrats**, les bons de commande et conventions et l'avancement du projet par rapport aux prévisions du Plan de passation des marchés et PTBA 2019. Le registre contrat doit contenir tous les marchés attribués depuis le début du projet, jusqu'au moment de la

mission de supervision. La mission devra examiner si le Registre est actualisé en temps opportun et comprend toutes les données nécessaires (ex. statut des paiements, solde en vertu du contrat, statut et, le cas échéant, la date d'expiration des garanties de performances).

- **Examen d'un échantillon:** Sélectionnez un échantillon d'activités/transactions d'achat suffisamment représentatives pour chaque catégorie (biens, travaux, services de consultation) et revoir le cycle du marché en entier, à partir des TdR (services) et autres documents de spécification, la sélection de la méthode d'appel d'offres appropriée, la publication de l'appel d'offres, la réception des offres/demandes de propositions, le processus d'évaluation, le procès-verbal de négociation et autres éléments de la finalisation du contrat, la gestion du contrat et ses éventuelles révisions ;
- **Système de Classement des marchés:** Vérifier le système de classement de la documentation et la facilité de consultation de la documentation. Selon les bonnes pratiques, chaque marché devrait avoir son propre dossier distinct et les dossiers doivent être conservés correctement et codés par ordre chronologique. (Voir Module C des Directives FIDA des Passations de marchés) et doivent contenir les détails contenus dans les dossiers des marchés publics.
- Contribuer à la rédaction de l'Aide-mémoire et du rapport de mission en fournissant, au Chef de mission, les principaux résultats et recommandations concernant les aspects traités, et de compléter les Appendices nécessaires, tout en veillant, en concertation avec les autres membres de la mission au respect du format et du contenu du rapport de supervision du FIDA en la matière;

Mr. Moez Makhlouf, Spécialiste gestion financière

Les termes de référence sont élaborés par CFS et font partie des présent Tdr.

Documents à produire

A l'achèvement de la mission, un Aide-Mémoire sera préparé et discuté avec les responsables Tunisiens. En outre, la mission préparera un rapport de supervision suivant le format FIDA ainsi qu'un projet de Lettre au Gouvernement indiquant les points clefs nécessitant des décisions au plus haut niveau. Le rapport de supervision final inclura les annexes techniques ainsi que les appendices suivants prévues dans le format FIDA :

- Appendice 1: Progrès physiques mesurés comparativement au PTBA
- Appendice 2: Questions financières
- Appendice 3: Respect des dispositions de l'Accord de financement: Etat d'avancement
- Appendice 4: Analyse du contexte technique
- Appendice 5: Préparation de la mission; TDRs, Planning, Personnes rencontrées
- Appendice 6 :Passation des marchés
- Appendice 7: Suivi des recommandations antérieures

KEY PERFORMANCE INDICATORS / Indicateurs de Performance

Expected Outputs (please include any travel if applicable):	Required Completion
<ul style="list-style-type: none"> - Aide-mémoire de la mission endossé par le Gouvernement - Rapport de supervision et appendices obligatoires, y compris cadre logique mis à jour selon le format SRMO; - Proposition de lettre de gestion résumant les principales conclusion et recommandations de la mission et le calendrier de mise en œuvre; 	<ul style="list-style-type: none"> - 11 Sept. 2019 - 13 Sept. 2019 - 13 Sept. 2019
<p>PROGRAMME PRÉVISIONNEL DE LA MISSION (9 nuits à Siliana et 2 nuits à Tunis)</p> <p>2 septembre 2019: départ vers Siliana à 9h (véhicule du CRDA)</p> <p>2-11 sept. 2019: Séjour à Siliana</p>	

11 septembre 2019, après-midi: Retours vers Tunis	
12 septembre 2019 : Finalisation de l'AM et du rapport de mission	
13 septembre : Réunion de synthèse à la DGFIOP	

Clearance by COM if TORs include communication activities (see section 4.7(iii)): N/A

5.2 Programme de la mission

Mission FIDA de supervision du PROFITS 3-13 Septembre 2019 Programme de la mission

Date	Programme	Objectifs	Participants
Lundi 02/09			
Réunion de consultants et départ vers Siliana			
Mardi 3/9			
9h00-13h00	Réunion de démarrage	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Discussion sur l'avancement du projet et les contraintes rencontrées/recommandations urgentes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous les membres de la mission ▪ CRDA ▪ UGP ▪ Partenaires
15h à 18h	Finalisation programme de la mission et organisation des rendez-vous	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Programme de la mission 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Tous les membres de la mission ▪ UGP ▪ CRDA
Mercredi 4/9			
8h30 à 16h00	Visite de terrain (Maktar)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation des plans d'affaire avec les OB 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres de la mission (Philippe, Isabelle, Abderrahmane, Thomas) ▪ UGP ▪ SMSA et association
8h 30 à 18h	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travail avec l'UGP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion financière, PM , préparation des conventions avec les partenaires, appui à la finalisation des DAO et gestion projet 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres de la mission (Zine, Rym, Fathi et Moez) ▪ UGP
Jeudi 5/9			
8h30 à 16h00	Visite de terrain (Kesra et Siliana Sud)	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Préparation des plans d'affaire avec les OB 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres de la mission (Philippe, Isabelle, Abderrahmane, Thomas) ▪ UGP ▪ SMSA et association
8h 30 à 18h	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travail avec l'UGP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Gestion financière, PM , préparation des conventions avec les partenaires, appui à la finalisation des DAO, et gestion projet 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres de la mission (Zine, Rym, Fathi et Moez) ▪ UGP
Vendredi 6/9			
8h 30 à 13h	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui à UGP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appui UGP 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres de la mission ▪ UGP
15h00-18h00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunion avec partenaires 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ DRAS-Siliana 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Membres de la mission ▪ UGP

Date	Programme	Objectifs	Participants
Samedi 7/9			
8h30h00-13h00	▪ Finalisation des échanges avec UGP	▪ Complément d'information	▪ Membres de la mission ▪ UGP
15h00-18h00	▪ Réunion consultant	▪ Organisation pour redaction AM	▪ Membres de la mission
Dimanche 8/9			
9h00-18h00	Rédaction draft de l'AM		
Lundi 9/9			
8h30-13h00	▪ Réunion avec partenaires	ONH : 9h00 IO : 12h00 ▪	▪ Membres de la mission ▪ UGP
15h00-16h00	▪ Réunion avec partenaires	▪ AVFA : 15h00	▪ Membres de la mission ▪ UGP
16h30-17h30	▪ Réunion PNUD	▪ PNUD (M. Diego Zorrilla, Coordonnateur Résident)	▪ Philippe+Zine
15h00-18h00	Rédaction AM et rapport de mission		
Mardi 10/9			
8h30 à 18h00	▪ Discussion avec UGP	▪ Finalisation des conventions et des DAO	▪ Membres de la mission ▪ UGP ▪ CRDA
Mercredi 11/9			
9h00-10h00	▪ Réunion CNEA	▪ Finalisation convention AT	▪ Mission ▪ UGP
10h-12h00	▪ Réunion GILAIT	▪ Convention avec GIVLAT	▪ Mission ▪ UGP
15h00-17h00	▪ Réunion avec BAD	▪ Coordination et synergie	▪ Mission FIDA
Jeudi 12/9			
10h00	Réunion avec Mme Hamzaoui (MDICI)		
14h00	Finalisation du rapport de mission		
Vendredi 13/9			
9h00-13h00	Réunion de synthèse à la DGFIUOP		